

FACULTE DE MEDECINE DE PARIS

ANNÉE 1945

THESE

N° 154

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ETAT)

par

Pierre GUILLOUX

Né le 17 Juin 1912, à Guern (Morbihan)

28 FEV 1945

Présentée et soutenue publiquement le..... 19..

L'AVORTEMENT EST UN CRIME

Président : M. DUVOIR, Professeur.

PARIS
IMPRIMERIE R. FOULON
29, rue Deparcieux, 29
1945

FACULTE DE MEDECINE DE PARIS

ANNÉE 1945

THESE

N°

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ETAT)

par,

Pierre GUILLOUX

Né le 17 Juin 1912, à Guern (Morbihan)

Présentée et soutenue publiquement le..... 19..

L'AVORTEMENT EST UN CRIME

Président : M. DUVOIR, Professeur.

PARIS
IMPRIMERIE R. FOULON
29, rue Deparcieux, 29
1945



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DOYENS HONORAIRES :

MM. H. Roger, Balthazard, Roussy et Tiffeneau

PROFESSEURS HONORAIRES :

MM. Balthazard, Bar, Basset, Bezangon, Brindeau, Carnot, Chiray, Claude, Clerc, A. Couvelaire, Cunéo, Delbet, Hartmann, Heitz-Boyer, Jeannin, Laignel-Lavastine, Laubry, Lenormant, Marion, Mulon, Ombredanne, H. Roger, Roussy, Sannié, Sébilleau, Sézary, Tanon et Tiffeneau.

DOYEN BAUDOUIN

ASSESSEUR LEON BINET

I. — PROFESSEURS

	MM.
Anatomie	ROUVIERE.
Anatomie pathologique	LEROUX.
Assistance Médico-sociale	N...
Bactériologie	GASTINEL.
Chimie médicale	POLONOVSKI.
Clinique de cardiologie	DONZELOT.
Cliniques chirurgicales	BROCQ.
	CADENAT.
	MONDOR.
	QUENU.
Clinique chirurgicale infantile et d'orthopédie	LEVEUF.
Clinique chirurgicale orthopédique	MATHIEU.
Clinique gynécologique	MOCQUOT.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GOUGEROT.
Clinique des maladies des enfants	DEBRE (R.).
Clinique des maladies infectieuses	LEMIERRE.
Clinique des maladies mentales et de l'encéphale	LEVY-VALENSI.
Clinique des maladies du système nerveux	GUILLAIN.
Cliniques médicales	ABRAMI.
	FIESSINGER.
	HARVIER.
Clinique médicale propédeutique	P.-VALLERY-RADOT.
Clinique de Neuro-chirurgie	VILLARET.
	VINCENT (Cl.).
Cliniques obstétricales	LANTUEJOUL.
	LEVY-SOLAL.
	PORTES.
Clinique ophtalmologique	VELTER.
Clinique oto-rhino-laryngologique	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale	SENEQUE.
Clinique thérapeutique médicale	LOEPER.
Clinique de la Tuberculose	TROISIER.
Clinique urologique	N...
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LIAN.
Histologie	CHAMPY.

	MM.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	BESANÇON (Justin).
Hygiène et clinique de la première enfance	CATHALA.
Hygiène et médecine préventive	JOANNON.
Médecine légale	DUVOIR.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT (E.).
Pathologie chirurgicale	PETIT-DUTAILLIS.
Pathologie expérimentale et comparée	BENARD (Henri).
Pathologie médicale	CHABROL.
Pathologie et thérapeutique générales	BAUDOUIN.
Pharmacologie et matière médicale	HAZARD.
Physiologie	BINET (Léon).
Physique médicale	STROHL.
Technique chirurgicale	MOULONGUET.
Thérapeutique	AUBERTIN.

PROFESSEURS SANS CHAIRE :

MM. DOGNON (*Physique médicale*), GAILLARD (*Parasitologie*),
 GIROUD (*Histologie*), JAYLE M. (*Chimie médicale*),
 LAROCHE G. (*Médecine générale*), OLIVIER (*Anatomie*), VERNE (*Histologie*).

II. — AGREGES EN EXERCICE

	MM.		MM.
Anatomie	CORDIER.	Médecine générale . . .	DE GENNES.
	N...		HAGUENAU.
Anatomie pathologique .	DELARUE.		LELONG.
	Mlle GAUTHIER- VILLARS.		LENEGRE.
Bactériologie . .	BONNET.		MARCHAL.
Chimie médicale .	N...		MOLLARET.
	AMELINE.	Médecine légale .	MOUQUIN.
	FEVRE.		SOULIE.
	FUNCK-	Obstétrique . . .	DESOILLE.
	BRENTANO.		DIGONNET.
Chirurgie générale . . .	MENEGAUX.		LACOMME.
	PATEL.		SUREAU.
	SICARD.		N...
	N...	Ophthalmologie . .	RENARD.
	N...	Oto-rhino-	
	N...	laryngologie . .	HALPHEN.
	N...	Parasitologie . . .	LAVIER
Histologie	BULLIARD.	Parasitologie	
Hydrologie	N...	coloniale	N...
Hygiène	N...	Pathologie	
	BARIETY.	expérimentale .	LEMAIRE.
	BERNARD (Et.).	Pharmacologie .	Mlle J. LEVY.
Médecine générale	BOULIN.		N...
	BROUET.	Physiologie . . .	RICHET.
	CACHERA.		N...
	COSTE.	Physiologie	
	DELAY.	médicale	DESGREZ (H.).
	GARCIN.	Thérapeutique . .	TURPIN.
		Urologie	COUVELAIRE.

III. — PROFESSEURS HONORAIRES ET AGREGES RAPPELES A L'EXERCICE POUR LE SERVICE DES EXAMENS

MM. BASSET (*Chirurgie générale*), HUGUENIN (*Anatomie pathologique*),
LE LORIER (*Obstétrique*), PIEDELIEVRE (*Médecine légale*),
VAUDESCAL (*Obstétrique*).

IV. — AGREGES CHARGES DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE A TITRE PERMANENT.

Clinique chirurgicale .	} MM. GATELLIER. DE GAUDART D'ALLAINES.	Clinique médicale	} MM. ALAJOUANINE. CHEVALLIER. LAROCHE Guy. MOREAU.
Clinique obstétricale . .	ECALLE.	Clinique urologique . . .	FEY.

V. — CHARGES DE COURS

Puériculture . . .	MM. N...	Stomatologie . . .	MM. DECHAUME.
Radiologie	LEDOUX- LEBARD.		

Secrétaire de la Faculté	MM. J. MOREL.
Secrétaire-adjoint	M. BRISSIAUD.

Bibliothécaire en Chef ..	A. HAHN.
Bibliothécaires	Mlles DUMAITRE, GOICHON, LAURENT.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A LA MEMOIRE DE MES PARENTS
ET DE MON FRERE

A MA FEMME

*Compagne et collaboratrice
dévouée et toujours souriante.*

*Hommage d'affection et d'ad-
miration.*

A MA GRAND-MERE MARIE-ANNE BELLEC

A MA TANTE MARIE-JOSEPHE GUILLOUX

*Que toutes deux veuillent
bien trouver ici un faible témoi-
gnage de ma profonde et affec-
tueuse reconnaissance pour leurs
sacrifices.*

A MES ONCLES ET TANTES

A MES COUSINS ET COUSINES

A TOUS LES MIENS

A MES AMIS

A MONSIEUR LE PROFESSEUR DUVOIR

Professeur de Médecine Légale
Médecin de l'Hôpital Saint-Louis
Officier de la Légion d'Honneur

En témoignage de respectueuse gratitude pour l'honneur qu'il nous a fait en acceptant la présidence de cette thèse.

A MES MAITRES DES HOPITAUX DE PARIS

MONSIEUR LE PROFESSEUR GREGOIRE.

MONSIEUR LE DOCTEUR MICHON.

MONSIEUR LE PROFESSEUR CLERC.

MONSIEUR LE DOCTEUR ROUX-BERGER.

MONSIEUR LE PROFESSEUR MARCHAL.

MONSIEUR LE PROFESSEUR CATHALA.

MONSIEUR LE PROFESSEUR LEMIERRE.

MONSIEUR LE PROFESSEUR GOUGEROT.

MONSIEUR LE PROFESSEUR GUILLAIN.

MONSIEUR LE PROFESSEUR COUVELAIRE.

MONSIEUR LE PROFESSEUR FEY.

A MES CAMARADES DE GUERRE

A MES CAMARADES DE CAPTIVITE

A MES CAMARADES
GLORIEUSEMENT TOMBES AU CHAMP D'HONNEUR

A MONSIEUR LE DOCTEUR DÉROBERT

L'AVORTEMENT : SA RÉPRESSION

1° - Des origines à 1810

2° - De 1810 à nos jours

La société primitive ne soupçonne sans doute point l'avortement; du moins aucun document sérieux ne nous permet de le penser; il ne peut donc s'agir chez elle, de répression.

L'infanticide est le moyen de se débarrasser d'une progéniture trop nombreuse, jugée encombrante ou mal venue.

Investi de pouvoirs illimités, le père de famille dispose selon son bon plaisir de la vie des siens. C'est un droit, personne ne le lui conteste et l'application ne peut lui en être reprochée.

Les plus anciens textes de lois connus sanctionnent les actes abortifs, intentionnels ou non, imputables à un tiers. Le coupable est tenu de verser une somme d'argent, à titre de réparation, du dommage causé. L'enfant est le plus souvent une richesse, sa perte lèse une famille dans ses biens. L'amende varie du reste suivant les cas; faible pour l'esclave, elle est élevée pour une femme libre, elle varie aussi avec l'âge de la grossesse, et la possession ou non de d'autres enfants est un élément dont on tient compte.

« Si un homme a frappé une fille d'homme libre et a fait tomber son intérieur, il paiera pour son fruit, dix siè-

cles; cinq siècles pour une femme, de classe inférieure, et deux siècles pour l'avortement d'une esclave ». La peine pécuniaire est de vingt siècles d'argent, s'il s'agit d'avortement intentionnel « Code d'Hammourabi, xx^e siècle avant Jésus-Christ ».

Le code Hittite « xv^e siècle avant J.-C. » énonce sensiblement les mêmes peines, mais pour la première fois apparaît la notion d'animé et de non animé, objet de discussions passionnées encore de nos jours.

La réparation pénale date des lois assyriennes. « Un homme a-t-il frappé la fille d'un homme libre et l'a fait avorter, on lui fera la preuve et on le convaincra. Il donnera deux talents, trente mines de plomb. On le frappera de cinquante coups et il fera un mois de corvée royale ». La peine de mort est même requise si le mari n'a pas d'autres fils : « Article 21 des lois de l'ancienne Assur Cité in Roy ».

Quant à la femme qui se fait avorter intentionnellement : « on l'empalera sur du bois et on ne l'ensevelira pas ». La mort survenue au cours ou à la suite des manœuvres criminelles entraîne également l'empalement, et la privation de sépulture.

La stérilité pour les Hébreux est infâmante : la femme inféconde est l'opprobre des siens, aussi n'hésite-t-elle pas le cas échéant à procurer à son mari une concubine qui lui donnera une nombreuses descendance dont il pourra s'enorgueillir aux yeux du Tout-Puissant. « Voici, est-il dit dans la GENÈSE, l'Eternel m'a rendue stérile, viens je te prie vers ma servante... et Sara prit Agar l'Egyptienne sa servante et la donna pour femme à Abraham son mari ». De même Rachel mit Bilha dans le lit de Jacob. Cette complaisance inspira à un médecin un tautinnet humoriste, les deux vers latins restés célèbres :

« *Quae velit ancillam concidere nupta marito*

« *Res est hoc nostro tempore rara Sara* ».

Imbu de ces principes, l'avortement volontaire est pratiquement inconnu chez un tel peuple, et la loi réserve ses foudres aux seuls cas d'accidents provoqués par mégarde : peine pécuniaire si la femme ne meurt pas, dans le cas contraire : « s'il y a accident, tu donneras vie pour vie, dent pour dent » (Exode XXI-22).

Pour l'Egyptien, le fœtus est sacré et toute femme enceinte punie de mort n'expie qu'après sa délivrance.

Attenter à la vie de l'enfant qui va naître est en Perse, funeste à la prospérité de la nation; des lois très sages punissent sévèrement ce crime, et assurent la protection de la jeune fille séduite. Nombre d'auteurs, il est vrai, Monsieur le Professeur LAIGNEL-LAVASTINE en particulier, se refusent à croire à l'authenticité des textes de l'Avesta; des interpolations importantes, dateraient de plusieurs siècles après Jésus-Christ, d'où cette morale toute chrétienne :

« Il faut borner le nombre des enfants, écrit ARISTOTE, si une femme vient à concevoir au delà de ce nombre une fois déterminé, elle devra se faire avorter avant que l'enfant soit animé. Ce serait un crime d'attenter à l'existence de ce dernier, dès qu'il a reçu le souffle de vie ».

Telle est l'opinion universellement admise chez les Grecs de l'antiquité; encore que les stoïciens considérant l'enfant comme n'ayant pas d'âme ne font même plus la distinction entre fœtus animé ou non. Défense sociale, l'avortement est permis, recommandé souvent et s'il est parfois passible de sanctions, ce n'est point parce que cet acte est mauvais en lui-même, mais que ses conséquences lèsent un citoyen ou la cité.

A Rome, sous la République, aucune mesure légale ne protège l'enfant conçu. La Loi des XII tables pas plus que les différentes autres lois ne s'opposent à sa suppression; c'est une question d'ordre privé, relevant du bon vouloir

du père de famille. Le libertinage des mœurs s'accroît, avec la civilisation, l'avortement devient même une banalité : résultat, les ménages sans enfant sont nombreux, et la Patrie a besoin de soldats pour maintenir ou défendre ses conquêtes. On frappe les célibataires d'impôts; la femme enceinte est respectée (la matrone a préséance même sur les magistrats) on récompense les pères de famille ayant de nombreux enfants; la stérilité est une cause de divorce, mais ces mesures palliatives sont sans grande efficacité. A partir de 222-235 « après J.-C. ». Peut-être sous l'influence du Christianisme, l'avortement d'abord délit public punissable de l'exil, devient crime contre la sécurité de l'Etat. Les peines sont sévères mais hélas... la loi reste lettre morte, il aurait fallu frapper des têtes couronnées.

La législation pénale, comme on vient de le voir est tributaire des conceptions religieuses, philosophiques et sociales des différentes périodes historiques. Le Christianisme imprègne déjà fortement les lois de la fin de l'Empire Romain, et à la chute de ce dernier, il inspirera la législation criminelle, exception faite des lois germaniques. L'avortement n'est plus un droit, un acte immoral, un délit familial ou public; l'avortement est un crime.

Le droit Canon défend de tuer le fruit dans le ventre de la mère parce qu'il est formé à l'image de Dieu, et renferme une âme. C'est un crime odieux d'attenter à une vie in-utéro. Il prive une victime innocente du baptême, et si l'infanticide est également criminel, il a au moins l'avantage de sauvegarder les intérêts spirituels de l'enfant. Les pratiques anti-conceptionnelles sont elles-mêmes jugées sévèrement par l'Eglise et Saint-Augustin considère comme prostituées de leur mari, les femmes qui n'hésitent pas à prendre des précautions pour éviter la grossesse. Le but du mariage chrétien est la procréation; c'est l'unique façon de le sanctifier.

Des discussions passionnées s'élèvent cependant entre théologiens ; il s'agit de savoir si le fœtus est animé immédiatement ou seulement le quarantième ou quatre-vingtième jour. Les peines varient selon la conception adoptée à propos de l'animation aux différentes époques, traduisant ainsi les incertitudes d'une doctrine naissante.

La destruction d'un embryon dit inanimé est en effet considérée par certains, d'accord en cela avec les Grecs, comme un acte moins répréhensible et entraînant des sanctions moins graves que l'expulsion volontaire et criminelle d'un fœtus auquel l'âme est déjà infusée.

Sur ce point bien particulier de l'animation, l'explication est d'ailleurs bien simple. Ces Pères de l'Eglise, fins lettrés et hommes de grande culture, se sont plus à voir dans les doctrines philosophiques de la Grèce antique, et en particulier dans les œuvres de Platon et d'Aristote dont ils sont imprégnés, une préfiguration de l'enseignement du Christ. Tertullien, homme d'une nature assez indépendante, est un des rares penseurs de l'époque à professer peu d'estime pour cette philosophie et à ne point hésiter à placer en Enfer, Socrate, tous les grands païens, sans omettre Aristote lui-même. Défenseur de l'animation immédiate, il eut le tort d'être l'auteur ou du moins le principal représentant du Trucidianisme, hérésie niant le créationisme, c'est-à-dire le principe de la création individuelle de chaque âme par Dieu. Ses adversaires, pour mieux accentuer le caractère hérétique de sa doctrine, se rallièrent aux théories grecques de l'animation médiate. Saint-Thomas, à la suite d'Aristote, prétend que l'embryon commence uniquement par la vie végétative, puis passe à la vie sensitive, de là enfin à la vie intellectuelle, et ce n'est qu'à ce dernier stade qu'il est doué d'une âme et qu'il est particulièrement grave de le détruire.

Les différents Conciles nous renseignent sur les fluctuations de l'évolution de la juridiction religieuse en matière d'avortement.

Le concile d'Elvire « 305 » refuse la communion, même à l'article de la mort, à toutes femmes coupables d'avortement provoqué, et c'est à la mort seulement que le catéchumène pourra être baptisé.

Le concile d'Ancyre « 314 » impose à la pécheresse dix années de pénitence, mais cette peine est réduite à cinq ans, avec privation de communion pendant le même laps de temps par le concile de Lérida « 324 ».

L'avortement est assimilé à l'homicide en 692 au concile de Constantinople (il n'y a pas lieu y est-il dit, de distinguer entre le meurtre d'un homme adulte et celui d'un être en formation, alors qu'il se trouve encore entre les mains du Créateur en vue de son animation); naturellement, la peine de mort le sanctionne.

En 847, à Mayence on revient aux prescriptions d'Elvire et de Lérida, alors qu'à Worms « 868 » on se préoccupe en outre des pratiques anti-conceptionnelles pour les assimiler elles aussi, à l'homicide... entraînant la peine de mort.

L'exil et l'excommunication sont prononcés par les synodes de Bramberg et de Wurtzburg en 1248; cependant que Sixte V applique la peine de mort aux coupables, que le fœtus soit animé ou non. Les complices encourent l'excommunication ipso-facto.

La peine capitale est maintenue par Grégoire XIV et l'on retrouve de nouveau la distinction entre animé et non animé. Quant au fameux décret Gratien qui a fait couler tant d'encre, il est de 1150, il y est dit notamment : « Celui qui provoque l'avortement avant l'animation du fœtus ne commet pas un meurtre ».

Pour ce qui est de notre histoire nationale, les invasions germaniques nous apportent, à partir du V^e siècle, des lois païennes ne différant en rien des lois les plus antiques. La famille est la propriété absolue du père; il en dispose comme bon lui semble et l'avortement comme

l'infanticide est un droit dont personne ne peut lui faire grief. Attenter à la vie des siens, même in-utéro peut lui causer des torts, la famille étant son unique richesse; quiconque s'en rend coupable est tenu à une réparation pécuniaire. Tel est l'esprit de la loi des Francs, de la loi Salique, de la loi des Ripuaires, et des textes Alamants.

Des conversions retentissantes se font et peu à peu prévaut la doctrine du Christ. De Charlemagne à la Révolution française, on juge d'après les préceptes du droit Canon; bien plus, la répression de l'avortement est affaire religieuse, et la loi civile ne s'en occupe point. La raison est bien simple : « En temps que prince germain, fait remarquer le Professeur PORTES, Charlemagne se souciait peu semble-t-il de heurter personnellement les mœurs de ses peuples, en sorte qu'il se garda bien de promulguer aucune loi qui put choquer les concepts germaniques. Il se contenta de laisser l'Eglise prononcer en cette matière, les peines spirituelles que prévoyaient le droit canon, quitte ensuite de temps à autre à lui apporter l'appui de son bras séculier ». Les peines sont sévères, le juge requiert presque toujours la mort, l'excommunication tout au moins, compte tenu néanmoins de l'âge de la grossesse. « Si une femme enceinte fait périr son fruit avant 45 jours, elle subit une pénitence d'un an, si c'est au bout de 60 jours, de trois ans, enfin si l'enfant était déjà animé elle doit être traité comme homicide ». Mais il y a « une grande différence entre la femme pauvre qui détruit son enfant à cause de la difficulté qu'elle aurait de le nourrir et celle qui n'a d'autre but que de cacher le crime de fornication ». « Professeur LAIGNEL-LAVASTINE in Roy ».

Passée la période féodale, l'avortement relève de la justice royale, la peine de mort est maintenue : on pend femmes et complices et l'on confisque leurs biens.

De 1556 date la fameuse ordonnance du Roy très chré-

tien Henri II; elle s'attaque à la céléation de la grossesse susceptible de priver l'enfant de baptême et de sépulture religieuse « Et estant duement averti d'un crime très énorme et exécrable fréquent en nostre royaume qui est, que plusieurs femmes ayant conceu enfans par moyens deshonnêtes ou autrement persuader par mauvais vouloir et conseil desguisent occultent et cachent leur grossesse sans en rien découvrir et déclarer « A terme »... occultement s'en délivrent (de leur fruit) puis le suffoquent, meurtrissent ou autrement suppriment sans leur avoir fait impartir le saint sacrement du baptême, les jettent en lieu secret et immonde « ou » les enfossent en terre profane, les privant par tels moyens de la sépulture coutumière des chrétiens...

Savoir faisons, que nous désirant extirper et du tout faire cesser les dits exécrables et énormes crimes... ordonnons et nous plaît que toute femme sui se trouvera duement atteinte et convaincue d'avoir célé, couvert et occulté tant sa grossesse qu'enfantement... et après se trouve l'enfant avoir été privé tant du Saint-Sacrement de baptême que sépulture publique et accoutumée, soit telle femme tenue avoir homicidé son enfant... et pour réparation publique punie de mort et du dernier supplice, de telles rigueurs que la qualité du cas le méritera », ce décret fut exécuté, plusieurs femmes furent pendues.

Trente ans plus tard en 1586, Henri III confirme l'édit précédent et enjoint : « A tous curés de publier au peuple le contenu de la dite ordonnance, à leur prône des messes paroissiales, de trois mois en trois mois, et que tant que nos procureurs que les seigneurs hauts justiciés tiennent la main à la dite publication ».

Louis XIV revient sur la question en 1698 et 1708. Certains curés, sous prétexte que c'était là affaire civile se faisant un tantinet prier « ordonnons, voulons, et nous plaît proclame le roi Soleil, que l'édit du roi Henri II du

mois de février 1556 soit exécuté selon sa forme et teneur. Ce faisant, que le dit édit soit publié de trois mois en trois mois par tous les curés ou leur vicaire aux prônes des messes paroissiales.

L'ordonnance du duc Léopold de Lorraine est conçue sensiblement dans les mêmes termes et il est enjoint également « aux curés et vicaires d'en réitérer annuellement la publication au jour de dimanche pendant la messe paroissiale à peine de saisi du temporel »,

Mesures draconiennes évidemment, mais en réalité, selon le Professeur Monsieur LAIGNEL-LAVASTINE, la loi ne fut guère appliquée textuellement. Pour qu'il y eut crime il fallait fournir la preuve de la grossesse, de la célélation, de la venue de l'enfant à terme et de la privation pour ce dernier de la sépulture religieuse.

Un des éléments venait-il à manquer, il y avait doute, ce qui permettait une large indulgence. N'empêche que nombre de femmes furent brûlées vives, certaines furent pendues.

XVIII^e siècle. Siècle de philosophie dont les chefs de file sont : VOLTAIRE et ROUSSEAU. On part en guerre contre l'intolérance religieuse, et l'on demande dans ce cas particulier entre autre, l'abolition de la peine capitale. La loi du 17 novembre 1791 s'inspire des écrits de ces grands réformateurs. « Quiconque sera convaincu d'avoir par breuvage, violence ou par tout autre moyen, procuré l'avortement d'une femme enceinte sera puni de vingt années de fer », il y a là un fait nouveau : on assure l'impunité à la femme, pour frapper uniquement son complice. Fut-elle appliquée, quels en furent les résultats ? On l'ignore, la Révolution Française eut à s'occuper de tâches plus passionnantes.

1810 à nos jours.

Pendant plus d'un siècle, la répression de l'avortement est fixée par l'article 317 du code pénal de 1810.

« Quiconque, y est-il dit, par aliments, breuvages, médicaments, violences, ou par tout autre moyen, aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, qu'elle y ait consenti ou non, sera puni de réclusion.

La même peine sera prononcée contre la femme qui se sera procurée l'avortement à elle-même ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi.

Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé ainsi que les pharmaciens qui auraient indiqué ou administré ces moyens seront condamnés à la peine de travaux forcés à temps, dans le cas où l'avortement aurait eu lieu ».

On est déjà loin des vingt ans de fer, de la loi de 1791. La peine se trouve encore abaissée d'un degré, puis de deux, à partir de 1852, par l'octroi des circonstances atténuantes non prévues en 1810. Les condamnations peuvent donc être relativement minimales, néanmoins on fera encore bénéficier ultérieurement les coupables de la loi de sursis.

Malgré tout, la répression est lettre morte, elle est d'une inefficacité absolue, comme le prouvent des statistiques minutieusement établies. Le magistrat assiste impuissant à des acquittements scandaleux. « Le caractère social ne frappe pas suffisamment l'esprit (du jury). Ce sont, des considérations individuelles de pitié qui presque toujours font pencher la balance du côté de l'acquittement.

Les médecins, médecins-légistes et tous ceux qu'intéresse le sort de la Nation et de la Race, ne cessent de réclamer des mesures énergiques. Des commissions se réunissent, divers projets de lois sont émis, la Société de Médecine légale formule des vœux forts intéressants.

Une proposition de Monsieur TROUILLOT réclame en 1851 la correctionnalisation en vertu du principe : Mieux

vaut un délit réprimé, qu'un crime impuni. En 1902 la commission Waldek-Rousseau préconise d'excellentes choses; elle se sépare d'ailleurs, on ne sait trop pourquoi, sans rien décider.

Monsieur BARTHOÛ, dans un projet de loi, reprend en 1910 les idées de M. TROUILLOT et songe à la répression de la provocation à l'avortement.

En 1913. — A propos d'une intervention assez curieuse de Monsieur LANNELONGUE : « Opportunité d'augmenter le traitement des fonctionnaires qui n'ont pas assez d'enfants » le Sénat vote en première lecture la surveillance des maisons d'accouchements, la correctionnalisation de l'avortement, l'interdiction et la répression de toute propagande anti-conceptionnelle. Quatre ans plus tard, la Société de médecine légale émet le 23 juillet un vœu, demandant elle aussi la correctionnalisation de l'avortement, la surveillance des maisons d'accouchements, l'interdiction de la propagande néo-malthusienne. La même Société estime que ces dispositions légales doivent comprendre : la déclaration au maire des cas de mortinatalité, obligation imposée par le code civil, l'excuse absolue accordée à l'avortée qui dénonce son avorteur. En outre le médecin n'ayant aucune obligation professionnelle contre l'avorteur serait libre de fournir ou non son témoignage sans s'exposer à aucune peine. Elle réclame également le droit de citation directe aux syndicats médicaux à l'assistance publique et établissements similaires.

Evidemment, cette énumération, encore que fort incomplète, est fastidieuse. Elle a cependant un intérêt, celui de montrer sous quelles influences s'élabore petit à petit une loi.

La loi du 31 juillet 1920 réprime la provocation à l'avortement et la propagande anti-conceptionnelle.

Le 27 mars 1923 — l'avortement cesse d'être un crime en France pour devenir un délit, les inculpés sont désor-

mais déferés aux tribunaux correctionnels. L'unique but du législateur est d'arriver à une répression plus efficace.

L'article 317 est modifié comme suit : « article unique — Les trois premiers paragraphes de l'article 317 du Code pénal sont remplacés par les dispositions suivantes : Quiconque, par aliments, breuvages, médicaments, manœuvres, violences ou par tout autre moyen, aura procuré ou tenté de procurer l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 à 10.000 francs.

Sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 100 francs à 200 francs la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même ou qui aura consenti à faire usage de moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet si l'avortement s'en est suivi.

Les médecins, officiers de santé, sages-femmes, chirurgiens, dentistes, pharmaciens, ainsi que les étudiants en médecine, les étudiants ou employés en pharmacie, herboristes, bandagistes et marchands d'instruments de chirurgie, qui auront indiqué, favorisé ou pratiqué ces moyens seront condamnés aux peines prévues au paragraphe premier. La suspension temporaire ou l'incapacité absolue de l'exercice de leur profession pourront en outre, être prononcées contre les coupables conformément aux articles 23 et 25 de la loi du 30 novembre 1892, lesquels dans l'espèce seront applicables aux pharmaciens et aux herboristes, ainsi qu'aux aspirants au diplôme de ces deux professions.

Outre les peines mentionnées dans les trois paragraphes qui précèdent, les tribunaux pourront prononcer pendant deux ans au moins, 10 ans au plus, l'interdiction de séjour déterminé par l'article de la loi du 27 mai 1885.

Les conditions requises pour qu'il y ait crime (ou délit) sont comme le fait remarquer le Professeur BALHAZARD au nombre de 4 :

1°) Sans grossesse, pas d'avortement possible, évidemment et cependant ! la femme, à tort, peut se croire enceinte et s'adresser à un avorteur. Pas plus que son complice, elle n'est répréhensible, en vertu de la fameuse théorie du crime impossible et pourtant les médecins savent fort bien qu'on ne « tripote » pas impunément un utérus, fût-il vide.

2°) Il faut un fait d'avortement ou tentative. Le code pénal, et c'est peut-être un peu paradoxal, ne définit pas l'avortement. Les médecins légistes, ont tenté de combler cette lacune, et les magistrats semblent bien s'être inspirés de leurs travaux « L'avortement, dit LARDIEU, est l'expulsion violente et prématurée du produit de la conception, indépendamment de toutes les circonstances d'âge, de viabilité et même de formation régulière du fœtus ». « Expulsion, précise PERREAU par le fait de l'homme d'un produit décédé dans la cavité utérine ». Et GARRAUD ajoute : « Expulsion du produit de la conception ou la tentative ».

Ces définitions médicalement parlant sont restrictives, elles passent en effet sous silence les fausses-couches spontanées. Ces dernières intéressent seuls l'accoucheur et le chirurgien.

3°) L'expulsion fœtale doit être le fait de moyens artificiels. Personne d'ailleurs n'aurait idée de reprocher à une femme, une fausse-couche spontanée ou même provoquée à la suite de circonstances indépendantes de sa volonté, telles que chute ou tout autre accident. « L'emploi par contre de vêtements trop serrés, la danse, l'équitation, les coïts répétés, etc... s'ils avaient été utilisés avec l'intention bien arrêtée de provoquer l'avortement, seraient considérés comme moyens artificiels au même

titre, qu'aliments, breuvages, etc... » (BALTHAZARD, médecine légale).

4°) L'intention criminelle, de la part de la femme et de son complice admise par la plupart des Juristes est discutée par d'autres. Ces derniers voudraient que tout avortement volontairement provoqué soit passible des sanctions de la loi. Entre autres inconvénients, pareille attitude condamne légalement l'avortement thérapeutique. Le médecin non catholique, tout en déplorant l'avortement thérapeutique, ne peut admettre cette thèse.

La correctionnalisation, n'a pas donné tous les bons effets escomptés par les auteurs de la loi de 1923. L'acquiescement des inculpés est rare, mais la peine est si légère que les résultats obtenus sont pratiquement nuls. Les statistiques encore une fois le prouvent, et les médecins légistes, accoucheurs, chirurgiens, médecins de médecine générale, sont tous bien d'accord pour affirmer que dans le cas particulier les statistiques ne mentent pas. La dénatalité est croissante, elle gagne les campagnes, et la situation démographique de la France devient de jour en jour plus angoissante. Le législateur reconsidère la question et le 29 juillet 1939 le gouvernement de Monsieur DALADIER promulgue le décret-loi dit « Code de la famille ».

La loi réprime, le législateur a également pensé à prévenir pour n'avoir pas à sévir. Ces deux dispositions se retrouvent dans le Code de la famille. Il serait trop long de citer le texte pourtant si important — *in-extenso* — nous nous bornerons à examiner très brièvement les dispositions nouvelles.

C'est d'abord la suppression demandée depuis fort longtemps par le corps médical, du délit impossible. Désormais « Quiconque aura procuré ou tenté de procurer l'avortement d'une femme enceinte ou supposée enceinte » est passible de poursuites.

L'article 82 au paragraphe II vise également un délit nouveau — le délit d'habitude. « L'emprisonnement sera de cinq à dix ans, et l'amende de 5.000 à 20.000 francs s'il est établi que le coupable s'est livré habituellement aux actes visés au paragraphe précédent ». Le législateur à juste titre est fort sévère pour le récidiviste, la peine est même élevée ici à un taux d'infraction criminelle.

Les professions médicales et surtout les professions para-médicales ont toujours fournies le plus gros contingent d'avorteurs. Le Code de la famille s'est donc préoccupé longuement de cette question. Le fait d'être médecin ou d'exercer une profession telle que pharmacien, sage-femme ou dentiste par exemple, n'aggrave pas la peine principale, si le coupable ne se livre pas habituellement à ce délit, mais désormais, une peine accessoire, non plus facultative, comme en 1810-1923, mais obligatoire le frappe durement. L'interdiction de l'exercice de la profession peut être prononcée, en tous cas la suspension temporaire ne peut-être inférieure à cinq ans. Les étudiants peuvent être exclus des établissements d'enseignement supérieur. La loi ajoute : « En cas de condamnation prononcée à l'étranger, soit pour un des crimes ou délit ci-dessus spécifiés... le coupable pourra également, à la requête du ministère public, être frappé par les tribunaux français de suspension temporaire ou d'incapacité absolue de l'exercice de sa profession.

Le délinquant, quel que soit du reste le métier exercé antérieurement, fut-il simple balayeur municipal, ne peut exercer après condamnation, la moindre fonction dans un établissement public ou privé « recevant habituellement à titre onéreux ou gratuit, et en nombre quelconque des femmes en état réel apparent ou présumé de grossesse ». Ces dispositions s'appliquent à tous, mais puissent-elles inciter à la réflexion et à la sagesse, médecins et nombre de sages-femmes.

La contre-partie de toutes ces mesures est la levée du secret médical, et la liberté de témoigner en justice. Ceci pose des problèmes bien épineux. Le médecin sait fort bien n'avoir aucune obligation envers l'avorteur, mais il en a vis-à-vis de la femme sa cliente. Dénoncer le premier ou témoigner contre lui, outre le risque de s'exposer à de graves vengeances, n'est-ce pas aussi attirer l'attention de la police sur la seconde ce qu'il ne veut absolument pas. Le décret de 1939, reconnaît aussi le droit de citation et le droit de se porter partie civile aux syndicats médicaux, aux syndicats des sages-femmes, à l'administration de l'assistance publique et aux établissements publics d'assistance. Pour ce qui est des syndicats médicaux, dissous en 1940 et remplacés par l'Ordre des médecins, la question n'a pas été résolue de savoir si l'ordre jouit des mêmes prérogatives et droits légaux accordés précédemment aux syndicats.

Les mesures préventives, prévues par le Code de la famille sont assez sévères : surveillance de établissements d'accouchement, création de maisons maternelles, lutte intensifiée contre le néo-malthusianisme, avec interdiction de vendre ou d'offrir des produits abortifs, et enfin réglementation du diagnostic biologique de la grossesse. Tout cela est bien, mais se heurte à de grosses difficultés d'application.

Le Code de la famille n'est certainement pas parfait. Le Président DALADIER lui-même ne se le dissimulait pas, et, le soumettant à la haute signature du Président de la République, il écrivait : « Le décret que nous avons l'honneur de soumettre est loin d'être complet, d'importantes dispositions y manquent ». Néanmoins il semble bien avoir donné quelques résultats assez efficaces, mais nettement insuffisants.

Malgré tout, l'avorteur professionnel ne cesse de sévir et la loi 300 du 15 février 1942, la dernière venue, l'assi-

mile aux individus dangereux à la sécurité publique en portant atteinte à la sûreté de l'Etat. Les dispositions du décret du 18 novembre 1939 relatives aux faits précités et de la loi du 3 septembre 1940 modifiée le 15 octobre 1941 lui sont applicables. « Les dispositions du 18 novembre 1939, et de la loi de septembre 1940, modifiées par la loi du 15 octobre 1941, seront appliquées à tout individu, contre lequel il existe des *présomptions* précises, graves et concordantes, qu'il ait d'une manière habituelle, ou dans un but lucratif procuré, ou tenté de procurer l'avortement d'une femme enceinte ou supposée enceinte, indiqué, ou favorisé les moyens de procurer l'avortement. La mesure d'internement sera prise par le Secrétaire d'Etat à la famille et à la Santé, ou par le Préfet agissant conformément aux instructions du gouvernement ».

Les peines encourues sont des plus sévères. « La mort, les travaux forcés à perpétuité, la déportation, les travaux forcés à temps, la prison avec ou sans amende, sans que la peine puisse être inférieure à celle prévue par les dispositions retenues, pour la qualification du crime poursuivi. En outre, la plus grande publicité doit être faite au jugement par l'affichage aux frais du délinquant, à son domicile et à la porte des établissements où il a exercé son activité pendant un délai minimum de quinze jours.

Cette loi est trop draconienne, elle a été fort critiquée il faut bien l'avouer surtout dans les milieux médicaux qui ont craint à juste titre qu'elle ne favorise à leur égard un dangereux chantage. L'absence de preuve laisse l'appréciation des faits à des fonctionnaires, peut-être influençables et corruptibles, susceptibles en tout cas de se laisser guider par des opinions politiques ou religieuses.

« Si ce décret est appliqué d'une façon rigoureuse et avec continuité, nul doute qu'en éliminant, les avorteurs

avérés, on ne supprime très rapidement la moitié des avortements, ce qui amènerait une augmentation des naissances d'au moins 150.000 par an ». Et le Professeur BALTHAZARD de conclure : « Le problème de la natalité est donc résolu ». Malheureusement, ce décret ne peut être appliqué; il laisse trop de place à l'arbitraire.

AVORTEMENT

Crime du point de vue philosophique et social

Nous avons vu brièvement et sans insister, le peu de respect des peuples antiques pour l'œuf humain. Certaines théories actuelles ont repris, les adaptant aux exigences de l'heure présente, les doctrines philosophico-sociales gréco-romaines, pour légitimer, théoriquement du moins, l'avortement. Philosophes, romanciers, poètes mêmes, ont clamé hautement le droit à la mère de disposer librement de ses entrailles, et, tout en croyant soutenir des idées avancées, ils n'ont fait que reprendre les arguments antiques du paganisme, en honneur aux périodes de décadence. La doctrine du Christ est la seule aux cours des âges à soutenir les droits du fœtus et de l'embryon et à considérer comme le plus grand des crimes leur destruction.

L'avortement est un droit; c'est même un devoir national dans certains cas, diront SOCRATE — PLATON — ARISTOTE et nombre d'autres penseurs de la Grèce Antique. On tue pour des raisons politiques, d'eugénique et d'esthétique. Le souci d'éviter les douleurs de l'enfantement est également invoqué; mais ici le médecin ne comprend plus, car il sait fort bien que nombre d'avortements sont plus douloureux par eux-mêmes et par leurs suites qu'un accouchement normal.

Procédé de défense sociale, l'avortement, ou l'infanticide guère plus répréhensible, doit maintenir l'équilibre de la population : « Quand le nombre des citoyens est trop grand dans une république, et qu'une femme a conçu malgré la défense faite par les magistrats, non seulement elle peut, mais elle doit se faire avorter ». C'est ce qu'écrivit ARISTOTE; et avant lui son maître PLATON avait fixé environ 5.000 le nombre des foyers par cité. Ces restrictions ont pour but le maintien de l'égalité des biens et, par suite, la paix sociale. La distinction entre fœtus inanimé et animé (dans lequel cas il est criminel d'attenter à son existence) est faite, mais c'est là une vue bien théorique et il semble bien que dans la pratique on en ait tenu nul compte.

Un peuple de guerriers, double d'esthètes, n'a nul besoin d'enfants difformes, malingres ou contrefaits. A SPARTE, de tels résidus sont abandonnés sur le TAYGETE, ou jetés dans le gouffre des APOTHETES. Au nom de l'Eugénique, ARISTOTE proclame à son tour : « Tout enfant, né d'une mère de plus de 40 ans et d'un père de plus de 50, ne doit pas vivre ». Cette dernière conception a la vie dure; au ^{xx}^e siècle, même dans des milieux cultivés, elle a encore des défenseurs acharnés. Nous connaissons pourtant tous des « enfants de vieux » qui ont une intelligence très éveillée, et sont loin d'être des avortons.

Aucune nation n'a jamais eu, comme le peuple HELLENE, le culte du beau. Le corps de la femme, pour ces artistes cultivés, est la perfection, et leurs sculpteurs l'ont modelé avec tant d'amour et de sensualité que, de nos jours encore, ces belles statues laissent rêveur l'homme de goût, étonné et ravi le béotien le plus-rustre. Les poètes ont chanté en des pages inoubliables, avec un tact et un goût jamais en défaut, les VENUS Callypigés aux fines attaches. C'est à son corps que la belle PHRYNEE dû sa grâce, lorsque d'un geste un peu hardi son défenseur dé-

voilà aux juges émerveillés des lignes harmonieusement pures. La maternité est incompatible avec une plastique irréprochable; dès lors, il est injuste d'imposer à une femme le sacrifice de porter pendant neuf mois un fardeau nuisible à l'esthétique. La femme légitime est au gynécée; elle est l'esclave de son mari; à elle la charge de faire et d'élever des enfants, selon le bon plaisir du maître; son rôle se borne là; elle ne joue aucun rôle dans la direction de la Cité. A ATHENES la courtisane est reine; elle est le compagnon et l'inspiratrice du philosophe; douce consolatrice, elle charme voluptueusement les loisirs du guerrier; elle est le soutien parfumé des magistrats. Elle se doit à l'amour et non à la famille. Ce droit, personne ne lui conteste, pas plus d'ailleurs qu'à ses compagnes moins élevées dans la hiérarchie; je veux parler de ces légères voilées qui venaient au crépuscule, toutes frémissantes de désir, déchiffrer les langoureuses inscriptions du mur de céramique. Il n'est pas jusqu'à notre grand maître HIPPOCRATE lui-même (pour être médecin, on n'en est pas moins homme) qui n'indiqua à une belle ballerine (peut-être avait-elle charmé ses loisirs de savant) le moyen de se débarrasser de son fruit. « Je lui ordonnai de sauter, de manière que les talons touchassent ses fesses; elle avait déjà sauté, 7 fois lorsque la semence tomba à terre, faisant du bruit ».

Le plus souvent d'ailleurs, il n'est pas nécessaire d'en arriver là; les courtisanes savent se garer des risques de la maternité : ASPASIE, maîtresse, puis femme de PERICLES, immortalisée par PLUTARQUE, sous le nom de « JUPON impudique à l'œil de chienne » est experte dans l'art de provoquer les règles; mais s'il faut en croire AETIUS, elle n'ignore rien des pratiques anti-conceptionnelles. Elle enseigne la nécessité de s'abstenir du coït à certaines époques. « Proinde ut ne mulier concipiat primum caveat ne temporibus conceptui idoneis cum viro coeat incipientibus videlicet aut desinentibus mensibus ». Cela tendrait

à faire croire que les fameuses règles d'OGINO sont peut-être connues depuis fort longtemps. Les recettes destinées à éviter la conjonction de l'ovule et du spermatozoïde sont nombreuses; elles vont de l'injection aux multiples préparations destinées à obturer l'orifice utérin.

La Grèce antique fut conquise par les Romains, mais les mœurs et la civilisation des Hellènes s'imposèrent aux vainqueurs. Ils prirent sans discernement ce que cette culture avait d'excellent et de bienfaisant et adoptèrent aussi ce qu'elle avait de néfaste. Ce fut une des causes de la décadence de ce peuple autrefois si viril. A la période primitive et sous la République, les mœurs à ROME sont austères. L'avortement est rare, l'Etat ne s'en préoccupe point et si le pater familias le pratique, il use d'un droit dont il est seul juge de l'opportunité. Le relâchement des mœurs dû à l'influence émolliente des vaincus, peuples orientaux et grec, amène une vague d'immoralité. L'avortement est chose banale et courante; PLAUTE le porte même à la scène. On le punit parfois pour des raisons qui n'ont le plus souvent rien à voir, ou si peu, avec l'acte lui-même; tel est le cas de cette femme de MILET, condamnée à mort très justement, dit CICERON : « Puisqu'elle détruit l'espoir d'un père, le soutien de son nom et de sa race, l'héritier de sa famille, et un citoyen destiné à la République ». Les lois veillent strictement à la sauvegarde des intérêts maternels de l'enfant *in-utero*, elles garantissent l'exécution de legs faits en son nom, mais aucun texte légal n'est là pour le protéger contre un injuste agresseur. D'ailleurs, à ROME, et cette idée est assez nouvelle et ne semble pas avoir été exprimée aussi clairement par les Grecs, le fœtus n'a pas une individualité propre « pars viscerum matris »; il est « l'homo speratus », c'est-à-dire une individualité à venir. C'est légitimer la désinvolture avec laquelle on s'en débarrasse.

Le vieil argument d'esthétique a également cours —

CORINE, l'amante passionnée d'OVIDE comme ses sœurs, les courtisanes grecques, se fait avorter « pour que son ventre ne l'accuse point par ses rides ». L'aventure faillit d'ailleurs tourner au tragique, et la douleur d'avoir manqué de perdre son ardente maîtresse, inspira au poète des vers célèbres. « Souvent celle qui tue son enfant dans son sein périt elle-même... elle meurt, on la porte échevelée sur sa couche et quiconque la voit de s'écrier : c'est justice ». AULUGELLE, bien plus tard, alors que Rome sombre dans le stupre et que la cité n'est qu'un vaste lupanar, stygmatisé les belles élégantes faisant fi de leurs devoirs. « Penses-tu, écrit-il, que la nature ait donné des mamelles aux femmes comme de gracieuses protubérances destinées à orner la poitrine et non à nourrir les enfants. Imbues de cette idée, la plupart de nos élégantes s'efforcent de tarir cette fontaine sacrée où le génie humain puise la vie et risquent de corrompre et de détourner leur lait comme s'il gâtait les attributs de la beauté. C'est la même folie qui les porte à se faire avorter afin que la surface polie de leur ventre ne se ride pas et ne s'affaisse pas sous le poids de leur faix et par le travail des couches ».

Quelques femmes cependant font vaillamment leur devoir, telle HELVIE la mère du philosophe SENEQUE. Son fils la loue de ses vertus et lui décerne ce bien beau compliment : « Jamais tu n'as rougi de la fécondité, jamais tu n'as cédé ta grossesse comme un fardeau indécent, jamais tu n'as tué dans tes entrailles ton fruit plein d'espérance ». Ces mères courageuses sont l'exception, elles ont retardé, mais elles ont été impuissantes, à empêcher la chute de ce magnifique empire.

Les procédés abortifs de l'époque sont d'ailleurs des plus cocasses. L'odeur de lampe mal éteinte, le sang menstruel incinéré, des philtres mystérieux suffisent, à en croire certains auteurs, pour assurer l'expulsion de

l'œuf. Les manipulations sont connues : elles sont certainement plus efficaces et plus employées. « Pourquoi enfoncer des fers dans vos entrailles ? » demande OVIDE, qui cite un instrument au nom barbare dont la description ne nous est point parvenue. Les procédés anti-conceptionnels sont fort en honneur ici comme à ATHÈNES, mais les belles et riches romaines disposent d'une méthode d'une efficacité absolue et probablement peu employée depuis ce temps. Pour calmer leur ardeur amoureuse, elles se contentent, au dire du malicieux et médisant JUVENAL, du « baiser frigide de l'eunuque ».

Un remarquable tableau de THOMAS COUTURE, au Louvre, dépeint une orgie romaine. De jeunes fêtards, la plupart nus et couronnés de pampres, festoient libidueusement. Les libations sont copieuses ; les femmes ivres elles aussi, sont voluptueusement belles, outrageusement déshabillées ; la bacchanale bat son plein. Deux hommes au visage chagriné contemplent dans un coin, avec mélancolie, amertume et dégoût cette scène de crapuleuse débauche. C'est parmi ces derniers, philosophes probes, épris d'un autre idéal, méprisant cette société dont la seule préoccupation est « le pain et les jeux » que demain la doctrine du Christ va trouver ses meilleurs défenseurs — « Ne passez pas votre vie dans les festins et les plaisirs de la table... mais revêtez-vous de votre Seigneur Jésus-Christ et gardez-vous de satisfaire les désirs déréglés de la chair » ; et SAINT-AUGUSTIN après tant d'autres est conquis par les écrits de cet extraordinaire Paul de TARSE, le génial et dynamique apôtre des Gentils.

Au monde païen étonné, les pères de l'Eglise vont prêcher le respect de l'œuf humain, le fœtus est déjà une créature de Dieu, et comme tel il est sacré.

Nous avons longuement exposé ailleurs la doctrine chrétienne pour y revenir ; mais, depuis CHARLEMAGNE jusqu'à la Révolution Française et même après, elle a

influencé la législation en matière d'avortement des pays occidentaux. Le fléau persiste néanmoins en France; même au moyen-âge, et sous Louis XIV nous dit-on, les sorcières de Saint-Côme et du Châtelet savent les philtres. « Poussant le mois avec violence ». Elles connaissent même la ponction de l'œuf par manœuvres digitales et son décollement par instillation. L'avortement néanmoins est rare il n'a pas en tous cas de théoriciens jusqu'au XVIII^e siècle, si ce n'est peut-être sous l'influence des idées païennes de la Renaissance en Italie. En France, la crainte du bûcher ou de la potence a peut-être été salutaire.

Au XVIII^e siècle, VOLTAIRE et ROUSSEAU en France, BECCARIA en Italie, demandent l'adoucissement du droit pénal. La société, soutiennent-ils, est mauvaise et cruelle, les dénis de justice sont flagrants et l'homme peut souvent être excusé. Aucun d'eux cependant — ils sont encore trop imprégnés de christianisme — ne proclame le droit à l'avortement; tout au plus demandent-ils la suppression de la peine de mort et une répression plus humaine et plus nuancée.

Quant à CHAMFORT qu'il est classique de citer, le spirituel et caustique moraliste s'en tire comme d'habitude par une pirouette : « A ne considérer, dit-il, que la raison, quelle femme pour une épilepsie de quelques minutes se donnerait une maladie d'une année entière ».

Les choses en sont là, quand, en 1798, paraît de MALTHUS : « l'Essai sur le principe de la population ». Ce pasteur protestant est de, nos jours, calomnié par les uns, porté au pinacle par les autres et cela la plupart du temps par des gens qui ne se sont même pas donné la peine de le lire. MALTHUS part du principe suivant : la population, sauf obstacles, double tous les vingt ou vingt-cinq ans; elle croît ensuite d'époque en époque, suivant une progression géométrique. Les moyens de subsistance,

au contraire, croissent selon une progression arithmétique, d'où déséquilibre. Ce postulat, — faux du reste, — admis, il en tire ultérieurement, en 1803, les conséquences logiques : à savoir la nécessité de limiter la conception. MALTHUS est un homme probe, un pasteur austère, et il n'envisage d'autres moyens pour maintenir la population à un niveau stable que la continence la plus absolue. Bien plus, prévoyant peut-être le néo-malthusianisme, il prend soin de condamner vigoureusement d'avance tous ces soi-disant disciples en ces termes : « Le libertinage, les passions contraires aux vœux de la nature, la violation du lit nuptial, en y adjoignant tous les artifices employés pour cacher les suites des liaisons criminelles ou irrégulières, sont des obstacles préventifs qui appartiennent manifestement à la classe des vices ». Cette doctrine ascétique est fort éloignée des théories immorales et criminelles dont on lui adjuge si souvent indûment la paternité.

STUART-MILL, sensiblement à la même époque, demande, tout comme ARISTOTE, des sanctions contre les parents qui mettent au monde des enfants alors que leurs ressources sont trop modestes ou insuffisantes : « Tout homme a le droit de vivre, personne celui de mettre au monde des êtres destinés à rester à la charge d'autrui.

De l'Allemagne nous vint le pessimisme morose et démoralisateur de SCHOPENHAUER. La vie ne vaut point la peine d'être vécue et puisque la terre cette infernale boule ronde, il nous est impossible de la faire sauter à la dynamite, évitons du moins de la peupler d'être voués dès la naissance à la souffrance, à la misère physique et morale et à la mort. Cette théorie, pourtant fort peu séduisante, a inspiré quelques-uns de nos meilleurs poètes du début du siècle et de la fin du siècle dernier : BEAUDELAIRE, VERLAINE, SAMAIN, RICHEPIN — Les vers suivants sont de SULLY-PRUD'HOMME :

« Quand je vois des vivants la multitude croître
Sur ce globe mauvais de fléaux infestés
Parfois je m'abandonne à des pensées de cloître
Et j'ose prononcer un vœu de chasteté...

.....

Dans l'invisible essaim des condamnés à naître
Je fais grâce à celui dont je sens l'aiguillon »

C'est une position littéraire et philosophique. SCHOPENHAUER, s'il faut en croire ses biographes, était fort heureux et trouvait cette vie très agréable. La doctrine du philosophe allemand est d'autre part très austère. Séduit comme nombre de ses compatriotes par les chatoyantes religions de l'Inde, il propose comme remède à la souffrance, la chasteté et l'ascétisme qui conduisent au NIRVANA.

Les néo-malthusiens vont reprendre toutes ces opinions antiques et modernes, amalgamées et mises au goût du jour. Des écrivains, des penseurs, des journalistes, des médecins même vont mettre un talent souvent réel à les propager et essayer de les faire adopter. Les propagandistes commencent par diffuser des théories singulièrement dangereuses d'économie politique, et n'ont aucune peine à les faire admettre par la bourgeoisie, les classes cultivées, voir les milieux officiels. En 1852, le conseil municipal de Versailles fonde un curieux prix de vertu; ne va-t-on pas jusqu'à exiger des postulants des preuves tangibles de tempérance, en l'occurrence un nombre limité d'enfants. Sous LOUIS-PHILIPPE, soucieux d'éviter la surpopulation et par suite la baisse des richesses, certains préfets recommandent chaudement à leurs administrés la restriction des naissances. THIERS cite comme exemple de vertu, les sages populations de la Normandie qui ont compris la nécessité de ne point s'embarrasser de familles nombreuses.

Les résultats de cette propagande anti-nataliste sont

pratiquement nuls, et n'atteignent qu'une très faible partie de la société. Il ne va plus en être de même de 1870 à nos jours. Des ligues malthusiennes se constituent un peu partout, des journaux paraissent, des conférences sont faites, des brochures distribuées, et le commerce d'articles anti-conceptionnels s'étalent en plein jour. Prudente d'abord, cette propagande préconise des moyens légaux ou plus exactement des procédés immoraux qui ne tombent pas sous le coup de la loi tels l'onanisme conjugal ou autres moyens anti-conceptionnels usuels. Cela peut échouer, cela échoue souvent, il ne reste plus qu'une ressource... eh bien, on y est venu.

« Les néo-malthusiens logiques, qui tirent toutes les conséquences de leurs doctrines admettent, au cas où, les pratiques- et les artifices anti-conceptionnels dans l'union des sexes, par un fâcheux hasard, n'ont pas abouti le droit à l'avortement, et il s'en trouve parmi eux qui réclament ce qu'ils appellent la liberté de l'avortement.

« LEROY-BEAULIEU. »

Le promoteur de ces idées déjà fort en honneur dans les pays anglo-saxons, est en France, Monsieur ROBIN DE CEMPUIS. Il fonde en 1896 La Ligue de la Régénération, dont le journal est : « La Régénération ».

Le premier thème de propagande est d'ordre eugénique : « La préoccupation de la qualité doit toujours précéder celle de la quantité ». Oui, mais voilà, comment y arriver ?

C'est le Docteur BINET-VALMER qui va nous donner la solution du problème : tout simplement par le haras humain.

L'étalon homme, sélectionné, scientifiquement préparé, fécondera, à l'heure physiologique propice, des femmes médicalement aptes et rendues propres à la procréation par une genre de vie particulièrement bien étudiée.

Pour les inaptes à la reproduction, ou jugés tels, ces savants ne prévoient rien; pourquoi, ce serait assez logique, ne pas réclamer pour tous les autres la castration ? Le Docteur Julien BESANÇON a répondu à cet argument de la seule façon qu'il convint, par l'humour : « Pour avoir le droit d'être papa, il faut passer devant trois jurys de médecins, subir 36 analyses de sang et 9 ponctions lombaires, se préparer à l'acte nuptial comme à sa première communion, et, bien entendu ne pas faire l'amour après une bouteille de champagne, mais après deux purges et trois lavements... Au nom de l'eugénique, il sera défendu aux hommes mariés de sortir seuls le soir et d'exposer, au hasard des rencontres, la clef des générations futures — Passé 5 heures du soir, chaque mari devra être accompagné par un agent de la salubrité publique qui ne le quittera qu'après l'avoir remis, contre reçu, entre les mains de son épouse ? »

Naturellement, sur ce terrain, inutile d'escompter de gros résultats. Pratiquement, du moins sous cette forme, l'eugénique est abandonné, on en arrive vite à prêcher la restriction des naissances par l'usage de procédés anti-conceptionnels soi-disant légaux et, en dernier lieu, par l'avortement. Les malthusiens tentent alors de légitimer leurs prédications et d'appuyer leur matérialisme pseudo-scientifique sur des bases médicales, physiologiques et embryologiques. « C'est la naissance qui doit être le critérium de l'individualité. Tous ceux qui sont nés ont droit à la protection sociale. Ceux qui ne sont pas nés n'existent pas ». « La loi n'a pas à s'en occuper. La femme enceinte n'est pas deux personnes, elle n'est qu'une et elle a le droit de se faire couper les cheveux, maigrir, ou engraisser ». Ce raisonnement est du Docteur Madeleine PELLETIER; volontairement elle a oublié les données élémentaires de la science médicale.

Le « pars viscerum matris » des Romains est une

trouvaille fort exploitée. « La femme est maîtresse absolue de son corps. Le paquet rouge « ! ! ! » inclus dans sa matrice, lui appartient comme si c'était un polype qu'elle peut, à son gré, garder ou extirper ».

Dans la Régénération de 1907, sous la signature de ROBIN DE CEMPUIS — « Un fœtus n'est qu'une portion du corps d'une femme; elle peut donc en disposer à son gré, comme de ses cheveux, de ses ongles, de ses excréments ». Les actes suivent et dans son programme « La Ligue de la Régénération » demande des « consultations données par des praticiens dont les adresses seront fournies aux personnes intéressée ». « Il n'est pas besoin d'être grand clerc, constate le Docteur ROY, pour deviner en ces praticiens : avorteurs et matrones ».

Ces arguments, avec la liberté de conception, l'union libre également prônée, et, quelques thèmes de propagande exploitant des difficultés économiques et sociales, ont la faveur de nombreux écrivains. Des livres tels que « Ton corps est à toi » et d'autres dont les titres tout aussi transparents indiquent bien l'esprit de l'œuvre, s'étalent à la devanture des libraires. La plupart de ces écrivains d'ailleurs donnent le plus souvent une excuse à l'avortement plutôt que des arguments probants susceptibles de le justifier. C'est un jeu facile où l'on gagne à tous coups que de se servir de certaines circonstances adroitement combinées pour ridiculiser la rigidité de la loi morale. Cela ne prouve rien; mais cet humanitarisme de mauvais aloi a prise sur le lecteur peu cultivé, surtout sur la femme. On veut être de son temps, on refuse de tenir compte des exigences de l'ordre social, de la morale la plus élémentaire. La presse s'en mêle, hâtent elle aussi, « la chute prochaine, la déchéance inévitable que n'endigueront plus d'impossibles réveils ».

Cette propagande a été néfaste, et, en France, chaque année, plus d'un demi million d'enfants périssent avant

d'avoir vu le jour. Pas de romancier moderne, soucieux de décrire les mœurs de notre époque, qui ne conduise son lecteur dans l'autre d'une de ces matrones appelées fort justement par un médecin « Les Hyènes de la matrice ». L'expression « faiseuse d'anges » est trop belle pour l'appliquer à de si viles criminelles. Le théâtre lui-même s'en est mêlé, et jusqu'au dernier mode d'expression, le cinéma. Dans un film d'ailleurs remarquable (Carnet de bal) un de nos metteurs en scène des plus originaux a campé un personnage de médecin marron fort saisissant. Une femme encore jeune vient-elle à pénétrer dans son cabinet, il ne prend même pas la peine de l'interroger; connaissant sa clientèle il flambe automatiquement : spéculum, pince de Museux et tous ses instruments.

Voyons maintenant à la lumière des faits, ce que valent ces arguments un peu disparates. Nous laisserons volontiers de côté, les questions d'économie politiques et sociales réfutées ailleurs.

La maternité enlaidit la femme. Voilà une affirmation toute gratuite et non prouvée. Les médecins, au contraire, remarquent tous combien, jeune, souriante et heureuse de vivre est la femme qui vient de mettre au monde un petit être. Elle a cette joie intérieure rayonnante qui la transforme et lui donne cette beauté triomphante de la mère qui a inspiré tant d'artistes, et non des moindres.

La chute des seins n'est pas due uniquement à l'allaitement; certaines longilines stériles ont les seins tombant et des brévillignes multipares des seins parfaits. La chirurgie esthétique, des massages bien compris, peuvent permettre à une femme mère ou non de garder une belle poitrine, et les danseuses de music-hall le savent fort bien.

Il y a bien les vergetures, encore qu'elles ne soient

pas uniquement le lot des femmes enceintes, dont beaucoup n'en présentent même pas; c'est un bien petit inconvénient sans grande importance esthétique.

La mère est une femme saine et forte, les puissantes décharges hormonales, dûes à la grossesse, contribuent à son plein épanouissement physique et moral. La beauté moderne stérile, aux formes longues et grêles, aux hanches trop fines, au ventre plat, est belle assurément, mais d'une beauté froide. Elle semble sortie du cerveau d'un intellectuel impuissant, elle n'inspire pas le désir. Combien au contraire sont appétissantes ces Vénus bien en chair de la Grèce antique, ces rieuses filles des peintres flamands, ces madones au sourire angélique de la Renaissance italienne. Ces femmes sont vraiment belles, car elles le sont voluptueusement et surtout sensuellement. On devine qu'elles ont été mères.

Une phrase de LÉON BLUM, quoique un peu discutable, résume assez bien la question : « A vingt ans, l'enfant déforme les femmes, à trente il les conserve, et je crois bien qu'à quarante, il les rajeunit ».

Quant aux douleurs de l'enfantement, elles varient d'une femme à l'autre, nulles pour certaines, elles revêtent pour d'autres un certain degré d'intensité. « Les douleurs d'intensité moyenne, dit le Professeur LE LORIER, sont de beaucoup les plus fréquentes et ont pour caractère commun de s'oublier bien vite. A peine la naissance a-t-elle eu lieu que la jeune maman est déjà toute souriante et ne pense qu'à son bébé qu'elle enveloppe d'un regard de tendresse où la rancune n'a aucune part ». Des techniques modernes peuvent obvier dans une large mesure à ces petits inconvénients. Si, de l'avis d'obstétriciens très avertis, l'accouchement sans douleur n'est pas absolument sans danger pour la vie de l'enfant, il reste à la disposition du praticien de bien précieux remèdes, ne serait-ce que le chloroforme et la morphine. Pour ce

qui est du chloroforme « promettez-le longtemps avant de le donner, dit le Professeur Marcel METZGER, car il n'est utile qu'à la fin pour l'expulsion; à ce moment, sachez vous en servir, votre accouchée vous en sera reconnaissante, car elle peut accoucher dans un état de subconscience qu'elle saura apprécier ».

Le médecin, et même le grand public, savent d'autre part qu'un avortement est autrement douloureux qu'un accouchement normal. L'opérateur dans le premier cas, n'est souvent pas un homme de l'art, la femme perd confiance, le sang la trouble; angoissée elle s'agite, a peur, elle a entendu parler d'hémorragie fatale, de mort subite, de tétanos post-abortum et tout cela, n'est pas, loin de là, pour amoindrir une souffrance physique qui est grande. Les complications de l'avortement criminel sont la règle, la non complication l'exception. La rétention placentaire réclamant un simple curetage est relativement bénigne, encore que la curette, même entre des mains expertes, est dangereuse. Souvent hélas, l'hystérectomie totale s'impose, faisant d'une femme jeune une infirme pour le reste de sa vie. Cela mérite réflexion et, à choisir, il ne devrait y avoir aucune hésitation.

La jeune fille séduite a servi de thème à la plupart des romanciers populaires à gros tirages, et son cas reste dans le peuple un des arguments massue en faveur de l'avortement. Le séducteur, pour corser le drame, est le plus souvent le fétard riche et désœuvré, le beau danseur cosmétiqué, taré et sans cœur aux paroles mielleuses, enjôleur de profession ou le mauvais patron, profitant de son pouvoir pour abuser de filles dont il a la charge. Tout ce beau monde par surcroît, est vérolé. L'héroïne est la petite bonne innocente et sans ressources, la campagnarde sans défense, la dactylo au grand cœur. Elles se sont abandonnées un soir, l'une pour éviter le renvoi, l'autre par besoin d'affection et de sou-

tien, la troisième parce que le concert était particulièrement langoureux et caressant. Le viol est également très à la mode, les maladies vénériennes ne le sont pas moins.

Enceinte, c'est le déshonneur pour ces pauvres filles, le scandale, les reproches violentes d'un père intransigeant sur le chapitre de la morale et de l'honneur familial, le manque de ressources pour élever décemment un bébé.

Domaine de la fantaisie où tous les lieux communs de la littérature à bon marché ont cours, ces cas sont dans la réalité bien rares. Admettons cependant leur fréquence. « Les délits de justice, les cruautés de la Société sont peut-être, sont souvent une excuse, jamais une justification de l'avortement provoqué » (Professeur AUDEBERT). Il est possible à la rigueur, quoique très dangereux, de soutenir que dans ces conditions très spéciales et quelques autres absolument similaires, la femme ne soit pas tenue d'accepter l'enfant — qu'elle évite cependant de le tuer, à la Société de le prendre en charge. Il existe en France un grand nombre de maternités secrètes; Paris en compte 14 et les départements au moins, une chacun. Tous les médecins et les Assistantes sociales ont la liste de ces établissements, fournie par le Ministère de la Santé Publique. Ils peuvent dans le cas échéant renseigner utilement leurs clientes. L'hospitalisation est gratuite; l'état civil n'est pas exigé et le nom de la parturiente, s'il vient à être connu accidentellement, ne peut être divulgué, le secret médical étant très strict. La femme peut choisir une maternité éloignée de son domicile si elle le juge utile. Voilà donc écartée la crainte du déshonneur et du scandale, le souci de charges trop lourdes. L'avortée ne possède plus d'excuses. Evidemment, ce procédé présente quelques petits ennuis, mais n'eut-il pas été plus sage d'y penser auparavant, avant par exemple d'aller au clair de lune dans les bois

de Meudon ou sur les bords de la Marne « faire la bête à deux dos ».

Aucun médecin n'a jamais songé à nier l'étroite dépendance de la mère et du fœtus, mais de là à considérer ce dernier comme une tumeur, toxique parfois, gênante dans tous les cas, et dont on a le droit de se débarrasser chirurgicalement, il y a un grand pas, que peu se sont autorisés à franchir.

« Le fœtus n'est pas un simple parasite accolé à la mère et vivant par elle, constate le Docteur DESPLATS. C'est un sommensal qui vit en elle et avec elle. Il lui apporte des stimulations spéciales qui vont éveiller en elle des activités sommeillantes qui seront la cause de son achèvement physique... de l'épanouissement plein de charmes dont la grossesse est le point de départ, chez les jeunes femmes ». L'enfant supplée parfois à l'organisme maternel déficient, les sécrétions internes du fœtus remplacent ou stimulent, dans une certaine mesure, celles de la mère, et cet échange de bons procédés fait de la grossesse, le type même de la symbiose harmonieuse.

L'individualité, elle aussi, est constituée dès le début de la conception, non à la naissance ou à l'humanisation. Elle ne cesse de s'affirmer pendant le cours de la vie intra-utérine. Les futures mamans le sentent bien et, parlant d'elles, il leur arrive souvent de dire avec une belle conviction inébranlable : « Maintenant nous sommes deux ». Elles ont d'ailleurs parfaitement raison. L'homme est en puissance dans la cellule initiale, issue de la conjonction du spermatozoïde et de l'ovule. Cette cellule première, par division, aboutit à un amas cellulaire peu différencié d'abord, mais qui peu à peu va s'organiser, et ceci très rapidement, pour aboutir finalement à un être humain et non à un animal ou un végétal quelconque. Cette agglomération de cellules matérielles orientées vers une fin

précise qui est l'homme, il est absurde de vouloir à tout prix, lui méconnaître une dignité et une noblesse toute spéciale et ne la considérer que comme un fibrome, par exemple, d'ont l'évolution néfaste et dangereuse requiert l'intervention du chirurgien.

L'âme qui permettra plus tard à cet être d'abstraire, de connaître les choses d'une manière immatérielle, d'émettre des actes d'intellection et de volition, qui en outre coordonnera chez lui les autres phénomènes vitaux; le principe interne du moi conférant à l'individu concret, le caractère spécial qui en fait une personne, un être spirituel et subsistant, un être conscient, libre et indépendant... infusé à la matière, seul ce principe, objecte-t-on, est le critérium de l'humanisation. Le quarantième jour, les mâles sont animés prétend ARISTOTE ; pour les filles, il faut attendre quatre-vingts jours. Pourquoi cette date admise également à la suite du philosophe grec par certains pères de l'Eglise latine Dieu seul le sait. SAINT-THOMAS D'AQUIN donne une explication toute personnelle, à savoir la nécessité d'un certain degré d'organisation matérielle pour la réception de l'âme. A la lumière de l'embryologie, BRUPBACHER, de Zurich, se basant sans doute sur le développement, du cerveau fœtal, fixe l'animation à la fin du troisième mois. L'avortement avant cette date resterait entièrement licite. C'est vouloir, avec nombre de méta-physiciens matérialistes, reconnaître à l'âme essentiellement immatérielle un siège maternel, en l'occurrence le cerveau. C'était déjà l'opinion de PLATON, et DESCARTES la logeait dans la glande pinéale. Cette position est abandonnée de la plupart des philosophes modernes; l'âme reste toujours, pour le penseur, la grande et passionnante énigme; on se refuse à la renfermer dans des limites précises. Aucun argument scientifique valable et décisif ne permet donc de fixer la date réelle de l'humanisation. Dans cette éventualité, pourquoi ne pas admettre le sage point de

vue religieux ? Il y a doute, le doute porte sur une matière trop grave, il doit incontestablement jouer en faveur du fœtus.

L'homme physique et spirituel, est visiblement tout entier dans les cellules initiales, comme le spermatozoïde et l'ovule mûrs, sont déjà en principe dans le testicule du garçonnet et l'ovaire de la fillette. Qui oserait soutenir, sans se faire traiter d'imbécile, de fou dangereux, s'il est médecin, que la castration du garçonnet ou de la fillette soit un droit et non un crime avant la puberté ? Pourquoi cette différence, alors qu'il s'agit de la vie, droit essentiel et primordial, le plus grand et le plus précieux de tous les biens, dont on entend disposer à sa guise sous le fallacieux prétexte qu'elle ne s'est pas encore manifestée ? On ne le répétera jamais trop : certaines cellules, du fait de leur destination, ont une éminente noblesse ; leur destruction violente peut être un crime ; c'est un homicide anticipé quand il s'agit d'avortement. Dès lors, qu'importe que l'embryon ait ou non à tel âge, un cerveau bien développé, un cœur autonome, un système osseux ébauché ; la morula humaine a autant de droit à notre respect que le fœtus de huit mois. L'enfant, dès l'instant même qu'il est conçu, a une personnalité morale et juridique, des droits, dont celui à la vie, inaliénables et imprescriptibles, à la sauvegarde desquels doivent veiller ses parents et l'Etat ? Tout autre point de vue, même étayé sur des théories philosophiques ou juridiques fort séduisantes, est faux et dangereux, car, tôt ou tard, il conduit à des catastrophes inévitables. L'histoire est là pour nous l'enseigner. L'expérience russe est récente ; de l'avis même des dirigeants soviétiques, des médecins les plus qualifiés de l'U. R. S. S. elle s'est soldée par un échec total. Le 26 mai 1936, le Comité de Santé du peuple de l'Union Soviétique, publie un décret demandant l'interdiction de l'avortement, exception faite bien entendu pour l'avortement thérapeutique médicalement

justifié. Le projet est adopté le 27 juin 1936, et prend force de loi; il est intéressant à un autre point de vue; soucieuse de ne laisser à l'avortement aucune excuse, la loi prévoit un ensemble de mesures d'assistance à la femme enceinte et à la famille nombreuse dont beaucoup de législations pourraient utilement s'inspirer. Depuis, du fait de la guerre, nous sommes sans documents, mais, à en croire des renseignements oraux tout récents, l'union soviétique n'a cessé de renforcer ses mesures d'assistance sociale, de protéger la famille, rendant le divorce de plus en plus difficile et de veiller sévèrement à la répression énergique de l'avortement.

Une autre objection est courante : l'exercice de la conscience est le critérium de la personnalité. Cet argument est de tous le plus inadmissible; c'est refuser la dignité humaine à l'enfant avant l'âge de raison, au malade dans le coma ou sous l'emprise d'un anesthésique, à l'adulte pendant le sommeil. C'est légitimer l'homicide dans les mêmes circonstances. Dieu merci personne n'en est encore là, si ce n'est peut-être, alors qu'il s'agit de vieillards, de contrefaits ou d'incurables, certains euthanasistes illuminés.

Nous ne voulons pas discuter ici la valeur des arguments invoqués en faveur de l'avortement thérapeutique. D'après et passionnantes discussions mettent encore aux prises, de nos jours, défenseurs et détracteurs. Dangereux du point de vue social, c'est disent les natalistes, la porte ouverte à l'avortement eugénique et social, et tôt ou tard à l'avortement tout court. Les catholiques le condamnent au nom de la morale religieuse et de la législation canonique. « Insontem et justum non occides », est-il écrit dans l'Exode, et SAINT-PAUL ajoute : « non faciamus mala ut eveniant bona ». Certains médecins visent les résultats thérapeutiques. La législation française le reconnaît, le code de la famille le réglemente, le méde-

cin qui le pratique, la mère qui l'accepte, ne peuvent donc être considérés, légalement du moins, comme des criminels. Deux existences pour le législateur sont en danger de mort; aux médecins de décider, en tenant compte des circonstances, de l'avis de la mère et des parents, principaux intéressés, laquelle il convient de sauvegarder. Mais, et le Docteur BALTHAZARD insiste sur ce fait, il faut que soient remplies les conditions suivantes : « La mère court un danger, ce danger est sous la dépendance de la grossesse, l'interruption de la grossesse le fera sûrement cesser, il n'existe aucun autre moyen que l'avortement pour sauver la mère ». Les obstétriciens considèrent l'avortement thérapeutique comme un pis aller, mais tous sont pratiquement de l'avis du Docteur PORTES. « Si nous pouvions, comme dit PINARD à propos de l'embryotomie sur l'enfant vivant, dire un jour que l'avortement thérapeutique a vécu, nous aurions éliminé de l'exercice de notre art le dernier geste véritablement empreint de barbarie. Il est probable que nous sommes encore loin de pouvoir atteindre un tel but. Nous devons cependant le poursuivre inlassablement, car il reste certain qu'en dépit de tous les arguments qu'invoque la pitié humaine en faveur de la mère menacée, l'avortement thérapeutique est une méthode moralement illicite ». L'ovation enthousiaste faite à ces paroles, prononcées par le Professeur PORTES à sa leçon inaugurale le 17 mars 1942, montre que les élèves partagent entièrement l'avis d'un de leurs maîtres les plus éminents.

Concluons sur les sages paroles de Monsieur BOVRAT : « Plus un être est jeune, plus il est criminel de lui enlever la vie. Assassiner un malheureux vieillard est un crime affreux dont le récit fait frémir et qui mérite la peine de mort; et pourtant ce vieillard n'aurait plus à vivre que quelques années où les tristesses l'emporteraient de loin sur les joies. Tuer un pauvre malade condamné par les médecins, se débarrasser de lui parce qu'il

est gênant est un forfait abominable qui vaudra à ses auteurs le bague ou la guillotine: et pourtant ce malade n'a plus devant lui que des heures de souffrances.

Mais que sont ces crimes en comparaison de celui des misérables qui font mourir un être humain qui a devant lui soixante années de vie, dont quinze années d'enfance, trente années de jeunesse ? Que penser de la mère qui tue ainsi le petit être qu'elle a créé ? Comment la considérer autrement que comme une meurtrière,

Que dire des professions de l'avortement qui, pour s'enrichir pratiquent en série ce massacre d'innocents, sinon que ce sont d'inexcusables assassins.

L'AVORTEMENT

**du point de vue catholique, protestant,
israélite et musulman**

L'avortement est un crime incontestable pour toutes religions d'origine biblique. Le catholicisme considère comme le plus grand et le plus odieux de tous les homicides, « Appliquant à l'avortement le texte « *insontem et justum non occides* » de l'Exode, l'Eglise, proclame le Professeur PORTES, assimile l'avortement à un meurtre, au meurtre d'un innocent, et qui plus est au meurtre d'un innocent non baptisé, c'est-à-dire au plus grave de tous les meurtres puisqu'il prive la victime de l'éternelle vision de Dieu ».

Les Pères de l'Eglise primitive les premiers dans leurs écrits et leurs prédications, se sont tous attaqués vigouremment à ce fléau, l'une des grandes causes de la décadence de Rome.

Les conciles d'ELVIRE, d'ANCYRE, de LERIDA, CONSTANTINOPLE, MAYENCE, WORMS ainsi que nous l'avons déjà vu s'efforcent de protéger la vie de l'enfant *in utero*, en menaçant de peines spirituelles et corporelles graves qui-conque y attente.

SIXTE-QUINT (Bulle *effrenatam* dt 29 octobre 1588) INNOCENT XI en 1679, GREGOIRE XIV (bulle *Apostolicae sedes*, 9 juillet 1591) et tant d'autres Papes dont l'Eglise s'enorgueillit à juste titre stigmatisent et frappent de sanctions sévères les menées abortives.

Tout dernièrement, SA SAINTETE PIE XI est revenue sur la question, pour une mise au point qui s'imposait. L'Encyclique « *casti connubii* », sur le mariage chrétien condamne formellement à son tour, non seulement l'avortement criminel, mais aussi l'avortement thérapeutique dit légal, et s'élève vigoureusement contre le néo-malthusianisme dont la prépondérance de plus en plus grande influence d'une façon inquiétante et néfaste certaines législations modernes.

Des controverses passionnées, courtoisement violentes, mirent néanmoins aux prises les théologiens à propos de l'avortement et ce jusqu'à la fin du dix-septième siècle. L'objet du litige est le problème de l'animation, il s'agit de savoir à partir de quand il y a meurtre : dès la conception ou à une date ultérieure fixée arbitrairement, et présumée celle de l'infusion de l'âme.

Les Pères grecs, pour la plupart, d'accord en cela semble-t-il, avec les docteurs de l'Eglise toute primitive, sont de fervents partisans de la fusion immédiate de l'âme et du corps. La simultanéité de l'origine de l'âme et de celle du corps ne fait pour eux aucun doute. C'est ce qu'enseigne en particulier SAINT GREGOIRE DE NYSSE (*De hominis opificio*) ; SAINT BASILE, du même avis, déclare donc coupables d'assassinat ceux qui provoquent l'avortement d'un fœtus, qu'il soit formé ou non (*Ad Amphilochem epistola secunda*). Le concile grec QUINISEXTE ou IN TRULLO sanctionne ce point de vue en décrétant au canon 91 : « Les femmes qui donnent des remèdes pour procurer l'avortement ainsi que celles qui les prennent doivent être soumises aux peines qui frappent les meurtriers ».

Voici à titre de curiosité quelques arguments apportés en faveur de leur opinion. « Le corps ne saurait exister avant l'âme, soutient SAINT MAXIME ABBE, s'il existe avant toute âme il est mort car il n'y a de vivant que ce qui

est animé, et s'il existe avant l'âme raisonnable seulement mais avec une âme végétative, ou une âme sensitive l'homme engendre une plante ou un animal, ce qui paraît impossible car la plante procède de la plante et non pas de l'homme, de même l'animal ».

MELETIUS ne peut davantage accepter l'animation médiate « car, dit-il, de même qu'un cachet saurait s'adapter à l'effigie faite sur la cire par un cachet différent, ainsi l'âme image et sceau de la divinité ne saurait s'adapter à un corps marqué du sceau d'une autre et organisé par elle ».

THEODORET cependant est d'un autre avis; il est le principal représentant chez les Pères grecs de l'humanisation médiate. Interprétant la Bible il tire son argumentation de la GENESE. « L'ETERNEL DIEU forma l'homme de la poussière de la terre il souffla dans ses narines un souffle de vie et l'homme devint un être vivant. (GENESE II, 9). Il invoque également en faveur de sa thèse le livre de JOB. « Je n'existerais pas, je serais comme l'avorton caché, comme ces enfants qui n'ont pas vu la lumière ». (JOB III, 16.)

L'infusion de l'âme, pour la plupart des Pères latins nécessite au préalable un certain degré d'organisation du fœtus. Une hérésie de TERTULLIEN semble être pour beaucoup dans cette opinion. Esprit fougueux, vigoureux polémiste, TERTULLIEN défend le principe aujourd'hui presque universellement admis par les théologiens, de l'animation immédiate de l'embryon, et en déduit logiquement : « c'est être homicide que d'empêcher de naître ». Cela est parfait, malheureusement, il eut le tort de prétendre que l'âme comme le corps est le fruit de la génération « des âmes du père et de la mère se détache le germe d'une âme nouvelle, un rejeton pour ainsi dire de la race d'ADAM ». (P. L. de anima, tome II.) Une telle proposition, du point de vue catholique est une hérésie,

car si la conception est bien l'œuvre des parents; l'animation par contre est le résultat de la création de l'âme par Dieu.

Le Traducianisme (1) a d'autres représentants aux premiers siècles du christianisme, où le problème de l'âme, surtout celui de son origine et de son mode de transmission, est l'objet de longues recherches. SAINT-AUGUSTIN lui-même hésitera à se prononcer entre un certain traducianisme et le créationisme. TERTULLIEN a vécu au cours de cette période de confusion; il a dû lui-même imaginer cette solution, qui chez lui semble en outre entachée d'un matérialisme assez caractérisé. Quoiqu'il en soit, le traducianisme fut condamné en particulier par SAINT ANASTHASE II le 23 août 498 dans une lettre aux évêques de GAULE (DENZINGER, n° 170).

« Pour mieux accuser encore le caractère hérétique de cette doctrine les théologiens de l'époque se rallièrent, au principe de l'animation médiate du fœtus qui rend évidemment l'union de l'âme et du corps rigoureusement indépendante de la conception ». (Professeur PORTES.)

La date de cette humanisation provoque de nombreuses controverses. L'opinion de SAINT THOMAS, ou plus exactement l'opinion d'ARISTOTE, adaptée par SAINT-THOMAS aux besoins du catholicisme; prévaut en dernier lieu. L'âme, au dire d'ARISTOTE et de son illustre commentateur THOMAS D'AQUIN, ne s'unit au corps qu'au quarantième jour de la vie intra utérine pour les mâles et si l'embryon est du sexe féminin il faut attendre le cent-quatre-vingtième jour. Aucun argument scientifique n'est à la base de cette doctrine, la date est fixée arbitrairement. L'intervalle libre entre la conception et l'animation est le temps nécessaire au corps pour acquérir un

(1) Doctrine soutenant entre autre que l'âme des enfants est une parcelle de celle des parents.

certain degré de maturité, une certaine organisation susceptible de le rendre apte à recevoir des mains du Créateur, l'âme.

Sans admettre le droit à l'avortement, certains théologiens, certains conciles, certains papes même, tout en réprimant vigoureusement toutes pratiques abortives, arrivent à déclarer : « Ce n'est pas un homicide de détruire un embryon auquel l'âme humaine n'est pas encore unie, que si l'on détruit ce fœtus inanimé sans aucune raison de force majeure sera une faute assurément, mais si la vie de la mère est mise en danger par la présence de l'embryon sans âme dans son sein, elle peut se défendre contre cet agresseur et se faire avorter... l'embryon qui n'a pas d'âme humaine ne peut être considéré comme séparé de la mère mais une partie d'elle-même : *pars viscerum* ». (Dict. Théologie Catholique.)

Le décret de GRATIEN 1150, ne dit pas autre chose, et le casuiste espagnol SANCHEZ (xvi^e siècle) pense lui aussi qu'il est permis de se débarrasser de l'enfant avant l'animation, si ce dernier se comporte comme un injuste agresseur. L'avortement mérite la peine de mort aux yeux de GREGOIRE XIV; il est pourtant moins répréhensible selon lui s'il précède l'humanisation fœtale. Ces conclusions sont loin d'être admises par tous, et CASSIODORE déjà, tout en admettant l'animation médiate, fait part de ses doutes et remarque pertinemment : « Dans des questions aussi obscures, il vaut mieux avouer son ignorance que de se prononcer avec une audace dangereuse ».

Ces discussions sont closes au sein de l'Eglise catholique depuis fort longtemps. Seuls discutent encore de l'animation et de la légitimité de l'avortement aux premiers stades de la grossesse quelques malthusiens, fiers de soutenir des idées d'avant-garde abandonnées depuis plusieurs siècles.

Le catholicisme ne se prononce pas sur la date réelle

de l'animation, il considère qu'il y a doute et le plus sage dans ces conditions est d'agir pour le mieux dans les intérêts de l'enfant, de le considérer comme doué d'une âme spirituelle dès l'instant même de la conception.

Aussi bien l'Eglise prescrit-elle de baptiser les fœtus quel que soit leur âge (*quovis tempore editi*) et sur ce point, le texte du RITUEL lui-même (rubrique du baptême) a été modifié dans le sens de l'opinion désormais commune des théologiens. Au texte ancien « Personne ne doit être baptisé dans le sein de sa mère » a été substitué le texte suivant : « Personne ne doit être baptisé dans le sein de sa mère, tant qu'il y a un espoir sérieux d'expulsion d'un fœtus viable permettant un baptême normal ». L'Eglise ordonne donc énergiquement et sous peine de péché, à tous ses fidèles à défaut de prêtres, de baptiser tous les fœtus abortifs quel que soit leur âge, d'une manière absolue s'ils sont certainement vivants, et sous condition si douteusement vivants.

Le Souverain Pontife PIE XI dans son admirable et puissante encyclique « *casti connubii* » ; tout récemment encore, a rappelé à tous les chrétiens, et même à tous les hommes la doctrine de Rome (en l'occurrence la loi naturelle) en matière d'avortement et de limitation des naissances. Nous exposerons le point de vue actuel du Catholicisme, en nous inspirant presque exclusivement de ce texte où se trouve en outre la condamnation du néo-malthusianisme, de l'eugénique coupable et de toutes les doctrines philosophiques et sociales sur lesquelles l'homme tente de s'appuyer pour légitimer l'homicide.

« Parmi les biens du mariage, les enfants tiennent la première place » et invoquant la haute autorité de SAINT AUGUSTIN, le Pape le cite longuement : « Que la procréation des enfants soit la raison du mariage l'Apôtre (SAINT PAUL) en témoigne en ces termes : je veux, déclare-t-il, que les jeunes filles se marient; et comme pour répondre

à cette question : mais pourquoi ? Il poursuit aussitôt : qu'elles procréent des enfants, qu'elles soient mères de famille ».

L'évêque d'HIPPONE, toujours cité par l'encyclique « adresse ces paroles sévères aux époux dépravés qui s'appliquent à empêcher la venue de l'enfant, et qui, s'ils ne réussissent pas, ne craignent pas de le faire mourir ». Leur cruauté libidineuse ou leur volupté cruelle en arrive parfois jusqu'au point de procurer des poisons stérilisants, et si rien n'a réussi, de faire périr d'une certaine façon dans les entrailles de la mère l'enfant qui a été conçu ; on veut que l'enfant meure avant de vivre, qu'il soit tué avant de naître. A coup sûr, si les deux conjoints en sont là, ils ne méritent pas le nom d'époux et si dès le début ils ont été tels, ce n'est pas pour se marier qu'ils se sont réunis mais plutôt pour se livrer à la fornication ; s'ils ne sont pas tous deux, j'ose dire : où celle-là est d'une certaine manière la prostituée de son mari ; ou celui-ci l'adultère de sa femme ».

L'Eglise catholique, loin d'imposer la continence aux époux, les oblige à se rendre mutuellement leur devoir. SAINT PAUL déjà écrivait : « Ne vous refusez pas l'un à l'autre si ce n'est d'un commun accord pour un temps, pour vaquer à la prière, puis mettez-vous ensemble de peur que SATAN ne vous tente par suite de votre incontinence ».

Ce qui est illicite, par contre, ce sont toutes ces pratiques anti-conceptionnelles tant prônées de nos jours. « Même avec la femme légitime l'acte conjugal devient illicite et honteux, dès lors que la conception de l'enfant y est évitée, c'est ce que faisait ONAN, fils de JUDA, ce pourquoi DIEU l'a mis à mort ». (SAINT AUGUSTIN.)

« L'acte de mariage est par sa nature même destiné à la procréation des enfants, ceux qui en l'accomplissant s'appliquent délibérément à lui enlever sa force et son

efficacité agissent contre la nature et font une chose honteuse intrinséquement ». (S. S. PIE XI, in CASTI CONNU-BII.)

Le Professeur AUBERTIN, cité par le Docteur ROY⁷, remarque si justement à ce propos : « Si les mots disent bien pourquoi ils ont été formés, il est impossible de ne pas voir dans ce texte la condamnation de toutes les pratiques qui attentent systématiquement à la fin naturelle du mariage. Que ceux qui croient satisfaire à la loi religieuse, parce que sans motifs graves qui ne peuvent être que des motifs rares, utilisent exclusivement les phases d'infécondité physiologique, dans le seul but d'éviter les charges sans renoncer au plaisir, comprennent enfin qu'en dépit de quelques directeurs égarés, ils agissent contre l'esprit de la loi naturelle, sont dans le fond sinon dans la forme aussi coupables vis-à-vis de DIEU comme vis-à-vis de la Société que ceux qui emploient les méthodes anti-conceptionnelles ».

C'est une opinion de laïc à propos des si célèbres et si actuelles lois d'OGINO KNAUSS; le révérend père VERMEERSCH n'est guère d'un avis différent. « Indifférente ou objectivement honnête en soi, cette limitation des relations conjugales qui ne viole pas la nature, pourra, suivant l'intention, être louable, moins souhaitable ou mériter le blâme ».

Ce sont de sages paroles que pourraient méditer utilement certains séminaristes imprudents faisant leur service militaire, certains prêtres, mêmes certains directeurs mondains. Prôner ces théories, les conseiller sans motifs plausibles c'est méconnaître l'illustre enseignement des Maîtres et des théologiens les plus réputés du catholicisme.

Pour ce qui est de l'avortement criminel et des pratiques malthusiennes, l'opinion de l'Eglise ne rencontre guère dans les milieux médicaux, d'opposition. Il n'en

est plus de même pour l'avortement thérapeutique, il y a là quelques points de friction entre l'enseignement de Rome et celui de la Faculté. Admis par certains théologiens de l'époque primitive et du moyen-âge dans quelques cas rares, pour le fœtus inanimé, l'avortement thérapeutique fut définitivement condamné par la suite.

PIE XI lui, consacre un long paragraphe, car jamais la question ne fut plus controversée; « quant à l'indication médicale ou thérapeutique pour employer leur langage, nous avons déjà dit combien nous ressentons de pitié pour la mère, que l'accomplissement des devoirs naturels expose à des graves périls pour sa santé, voire pour sa vie même, mais quelles causes pourraient jamais suffire à excuser en aucune façon le meurtre direct d'un innocent,.. ».

C'est sans l'ombre de raison qu'on fait dériver ce droit du « jus gladii » qui ne vaut que contre les coupables. Il est absolument vain d'alléguer ici le droit de se défendre jusqu'au sang contre un injuste agresseur, car qui pourrait donner ce nom d'injuste agresseur à un enfant innocent ?

Il n'y a pas non plus ici, ce qui s'appelle le droit de nécessité extrême, qui ne puisse arriver jusqu'au meurtre direct d'un innocent.

A protéger et à sauvegarder chacune des deux vies, celle de la mère et celle de l'enfant, les médecins probes et habiles font de louables efforts. Par contre, ils se montreraient fort indignes de leur noble profession médicale ceux qui, sous l'apparence de remèdes ou poussés par une fausse compassion, se livreraient à une intervention meurtrière.

Enfin ceux qui dans la Nation tiennent le pouvoir ou élaborent les lois n'ont pas le droit d'oublier qu'il appartient aux pouvoirs publics de défendre la vie des innocents par des lois, et des pénalités appropriées, et cela

d'autant plus que ceux dont la vie est en péril ne peuvent se défendre eux-mêmes, et c'est assurément le cas entre tous des enfants cachés dans le sein de leur mère. Que si par leurs lois et leurs décrets; ils les abandonnent et les livrent même aux mains des médecins ou d'autres pour que ceux-ci les tuent, qu'ils se souviennent que DIEU est juge et vengeur du sang innocent qui, de la terre, crie vers le ciel ».

Les théologiens distinguent cependant entre l'avortement direct et l'avortement indirect.

Dans le premier cas, on recherche intentionnellement l'expulsion du fœtus; quelle que soit la raison qui motive cette expulsion, fût-elle la sauvegarde de la vie maternelle, elle est toujours condamnée car on n'a pas le droit de tuer une personne innocente pour en sauver une autre.

L'avortement indirect est produit parallèlement à un autre effet; il est religieusement licite; si, par exemple, l'utérus de la mère enceinte est malade, et nécessite des soins dont l'effet direct est la guérison de l'organe, le médecin peut exécuter ces soins; même si, par contre coup, l'expulsion fœtale peut s'en suivre. Le praticien doit faire son possible pour sauvegarder la vie de l'enfant, il lui est interdit d'employer un remède de nature à provoquer l'avortement, s'il dispose par ailleurs de produits aussi efficaces, mais inoffensifs pour l'embryon. La présence seule du fœtus crée-t-elle le danger, il a le devoir de s'abstenir.

La religion catholique tolère l'ablation d'une trompe en cas de grossesse extra utérine dans la mesure où cette intervention paraît absolument nécessaire pour sauver la mère. Dans tous les cas, elle prescrit le baptême immédiat du fœtus quelle que soit la date de la conception (bulletin de l'ordre des médecins. Première année 1941, page 36). Débarrasser un utérus gravide d'un fœtus

mort, d'un œuf dégénéré, d'une môle hydatiforme n'est nullement répréhensible; les canonistes d'aujourd'hui ne considèrent plus ces actes comme des pratiques abortives.

Le dernier code de déontologie médical français porte l'empreinte des idées catholiques, à propos de l'avortement thérapeutique; il a donné lieu à d'âpres polémiques dans les milieux médicaux.

L'ancien code disait : « Lorsque l'avortement thérapeutique est susceptible de sauver la vie de la mère, si le médecin estime que sa conscience ne lui permet pas de le conseiller ou d'y prendre part, il doit cesser ses soins en donnant le motif et s'assurer qu'un confrère, mis au courant par lui, le remplace ».

« Ces prescriptions, fait remarquer le Professeur BALTHAZARD, sont correctes, mais l'Ordre les a modifiées sur l'observation de l'autorité ecclésiastique et impose au médecin l'abandon de sa malade. Sous quel prétexte : le médecin remplaçant pourrait ne pas avoir les mêmes scrupules et pratiquer l'avortement que la religion réprouve; la mère pourrait survivre. Le raisonnement est inadmissible ». Et ailleurs l'illustre Professeur de médecine légale laisse échapper à l'adresse de l'autorité ecclésiastique l'épithète bien péjorative de « jésuites ».

La vérité nous oblige à dire que la majorité des médecins non catholiques sont de l'avis du Docteur BALTHAZARD.

L'Ordre néanmoins a cru bon de maintenir son point de vue, et le médecin qui abandonnerait sa malade sans se soucier d'un remplaçant, n'est pas répréhensible devant ses pairs. Nous ignorons quelle serait en l'occurrence l'attitude de la justice, aucun cas semblable à notre connaissance n'étant venu devant les tribunaux.

L'Eglise ne se contente pas d'élever platoniquement la voix; elle édicte des sanctions très sévères contre les

coupables du crime d'avortement et leurs complices. La peine capitale pour homicide, ou homicide anticipé, indépendamment de punitions spirituelles fort lourdes, est réclamées par la plupart des canonistes dans les Conciles des premiers siècles du christianisme. Ultérieurement Rome laisse au bras séculier l'exercice de la justice temporelle, se réservant le droit d'intervenir dans le domaine spirituel.

Les Canonistes, contrairement à notre code pénal donnent une définition de l'avortement : « *Ejectio faetus humani immaturi ex-utero matris id est ante septimum saltem inceptum gestationis mensem a momento conceptionis* ». Ne tombe donc sous le coup de la loi ecclésiastique que l'expulsion fœtale volontaire pratiquée entre le moment de la conception et le septième mois accompli. Pourquoi le septième mois ? L'Eglise estime sans doute qu'à partir de cette date, il s'agit d'un infanticide et que le meurtrier peut difficilement échapper à la justice humaine. Il est peut-être aussi relativement moins coupable devant Dieu, ayant eu la possibilité de sauvegarder, par le baptême les intérêts spirituels de l'enfant.

Les douches vaginales ou tous autres procédés similaires utilisés après le coït, ne sont plus, comme dans l'ancien droit canon assimilés à l'avortement. Le fait de les utiliser est cependant une faute grave. Les opérations fœticides; crâniotomie, embryotomie, ne rentrent pas non plus dans le cadre de l'avortement.

Cela dit, la législation canonique actuellement est bien simple.

« Ceux qui procurent un avortement (sachant ce qu'ils font et avant le septième mois de la grossesse) même la mère » ajoute le code, ce qui tranche une controverse antérieure « encourent, si l'avortement est suivi d'effet, une excommunication *latae sententiae* réservée à l'ordinaire et s'ils sont clercs, ils doivent être déposés ».

« GANCE : le code de droit canonique — canon 2350 I ». Le coupable encourt en outre une irrégularité réservée au Saint-Siège (canon 990 I).

L'excommunication *latae sententiae* est une excommunication qui n'exige pas de sentences particulières; le coupable est frappé par le fait même que l'acte est accompli et l'effet obtenu.

L'irrégularité et l'inhabilité, l'incapacité de recevoir des ordres ou d'exercer ceux qu'on a déjà reçus sont coupables du délit d'avortement, non seulement le principal délinquant, médecins, sages-femmes par exemple mais encore tous ceux qui y coopèrent ! La mère qui y consent, le père qui les demande, les personnes qui le conseillent, les infirmiers qui y concourent, en un mot tous ceux qui y collaborent d'une manière positive.

A côté de ces coopérateurs principaux, le code envisage des coopérateurs secondaires, relativement moins coupables; il ne précise malheureusement pas qui doit être considéré comme tel dans le cas particulier.

Pour tomber sous les peines ecclésiastiques, il faut que l'avortement se soit produit réellement.

Il ne suffit pas, par exemple, d'administrer un produit pharmaceutique abortif, il faut qu'il ait produit son effet, sans quoi il y a faute morale, mais non crime ni par conséquent peine.

L'Eglise absout également ceux qui n'ont pas l'usage de la raison; l'homme en état d'ivresse, mais seulement dans certains cas bien spécifiés et quiconque pêche par ignorance ou indépendamment de sa volonté (canon 2201 I-II-III; 2202 I-III; 2205 I); les arguments sur lesquels se base la justification de l'avortement thérapeutique n'ont ici aucune valeur.

De même que le code pénal français est plus sévère pour l'homme de l'art, le droit canon est particulièrement dur pour le clerc coupable. Il encourt l'excommu-

nication, mais de plus il doit être déposé, ce qui le prive de tous les avantages dont il est susceptible de jouir, en vertu de son titre d'ordination.

Cette doctrine est parfaite, appliquée à la lettre, par tout un peuple; nul doute qu'elle ne résolve d'une façon heureuse la crise de la dénatalité.

La doctrine et la morale protestante interdisant de la façon la plus absolue l'avortement, la position de l'Eglise réformée est ferme : il s'agit là d'un crime.

L'avortement thérapeutique donne lieu à de grosses divergences entre les Pasteurs: les uns le tolèrent, d'autres y sont hostiles. La question n'a jamais été tranchée de façon absolue, aucune conférence des Eglises réformées n'a jamais abordé le sujet.

Le code de Déontologie médical, exposant le point de vue protestant, dit :

« Le but suprême, sous l'angle médical étant de secourir le malade, tout doit converger vers cet idéal, la conscience demeurant sauve. Cela posé, il reste indiqué souvent de renoncer à trop définir et réglementer dans le domaine sacré du devoir et de l'obligation, afin de réserver une marge de liberté à la conscience responsable guidée par la prière spontanée et par l'inspiration personnelle, émanée de l'Evangelie. Si avec l'Apôtre Paul, on applique le principe Axiomatique « Récapitulez toute chose en Christ », alors les détails de la conduite pratique s'éclairent moralement, spirituellement sur le terrain de la coutume quotidienne et tout se constitue dans l'harmonie d'un équilibre divin ».

Ce texte n'est pas très clair, il semble en résulter qu'un certain opportunisme doit être de mise.

Le protestantisme admet aussi dans certains cas, qui ne peuvent être que des cas d'exception, la limitation du nombre des naissances par des procédés anti-conception-

nels. Cette attitude adoptée à la suite de la conférence de Lambeth, lui a été reprochée violemment, surtout par les milieux catholiques.

La XV^e résolution du mandement de Lambeth, dit textuellement :

« Lorsque apparaît clairement l'obligation morale de limiter la paternité, la méthode à suivre doit être décidée selon les principes chrétiens. La méthode naturelle qui se présente d'abord est l'abstinence complète des rapports (autant que besoin) dans une vie disciplinée et maîtresse de soi, menée grâce, à la vertu du Saint-Esprit. Néanmoins, dans le cas où apparaît clairement cette obligation de limiter ou d'éviter la paternité et qu'une raison moralement saine s'oppose à une complète continence, la Conférence admet que d'autres méthodes puissent être employées pourvu que cela se fasse à la lumière des mêmes principes chrétiens. La conférence rappelle son énergique réprobation de toutes méthodes anti-conceptionnelles adoptées pour des motifs d'égoïsme, de volupté ou de pure convenance ».

Cette motion obtint 193 voix contre 67 et une quarantaine d'abstention. Elle souleva dans certains milieux anglicans, de vigoureuses protestations. Le « Church Times » du 16 janvier 1931 s'élève énergiquement contre cette adoption en ces termes bien significatifs : « Il n'est pas possible de ne pas comparer l'encyclique du Pape et celle de Lambeth. Pour la totalité des systèmes théologiques entre les deux, la question de supériorité ne se pose pas. Il faut admettre que l'encyclique pontificale est bien supérieure à celle de Lambeth pour la fermeté de son refus, ignorant toute compromission quand il s'agit de faire les moindres concessions dans les cas extraordinaires ou d'affaiblir, en quelque manière que ce soit, l'appréciation universelle du devoir de chasteté » (in Doctrine catholique, 21 février 1931).

Le Révérend GORE, commentant la décision de Lambeth écrit d'autre part : « Le premier devoir de l'Eglise est de se disposer elle-même à raffermir toute minorité qui refuse de se glisser sur une pente démoralisatrice. Il n'est pas possible de lire les Evangiles sans voir que le Christ a énoncé d'une façon réfléchie que pour être son disciple, il faut non seulement vouloir être martyr, mais aussi accepter des sacrifices aussi durs que le martyr ».

La majorité des pasteurs semblent néanmoins partager l'opinion émise à Lambeth, mais ils ne veulent pas que cette concession soit la porte ouverte à tous les abus.

Les Israélites ne condamnent pas moins vigoureusement que les catholiques et les protestants l'avortement criminel. Ils admettent, semble-t-il, dans certains cas excessivement rares et justifiés, des pratiques anti-conceptionnelles.

L'avortement thérapeutique est autorisé; voici à ce sujet une note vue et approuvée par un grand Rabbin publiée en 1941 par le *Bulletin de l'Ordre des Médecins*, première année, page 37.

« En vertu du principe divin : croissez et multipliez (GENESE I, 28) la procréation, est selon la loi mosaïque et Rabbinique le but essentiel du mariage (1) et toute la législation juive s'inspire du respect absolu de la vie humaine, quel que soit son âge et son origine. Rien n'est prévu dans le code religieux du judaïsme concernant l'avortement thérapeutique (2). Toutefois un texte Tal-

(1) Le Talmud va même jusqu'à assimiler au meurtrier l'homme bien constitué qui ne fonde pas de foyer.

(2) Le code religieux prévoit seulement que lorsque la tête de l'enfant est à la vulve, il n'est pas permis, même pour sauver la vie de la mère, d'entreprendre quoi que ce soit qui mette en danger l'existence de l'enfant.

mudique (3) rapporte le cas d'une deuxième grossesse survenue après une première, celle-ci terminée par le morcellement du fœtus (4). Dans ces conditions, l'avortement thérapeutique ne semble pas interdit par la religion juive lorsque la vie de la mère ne peut être sauvée que par le sacrifice du fœtus.

Des documents intéressants sur l'avortement se trouveraient dans un autre volume du *Talmud le Jebamoth*. Il a été malheureusement impossible au séminaire Israélite de France, à qui nous l'avions demandé, d'effectuer des recherches, la bibliothèque ayant été détruite ou dispersée du fait de la guerre.

Son Excellence Monsieur BEN GHABRIT, Ministre plénipotentiaire honoraire, directeur de l'Institut musulman et de la Mosquée de Paris, Grand-croix de la Légion d'Honneur a bien voulu nous exposer la position de l'Islam en matière d'avortement; c'est pour nous un très agréable devoir de lui exprimer ici notre respectueuse gratitude.

La loi mahométane est formelle : l'avortement est un des crimes les plus odieux, et il est défendu de le pratiquer pour quelque motif que ce soit : grossesse illégitime ou toute autre cause eugénique ou sociale.

L'avortement thérapeutique est permis en vertu du principe suivant : de deux maux il est préférable de choisir le moindre. L'Islam estime, d'accord en cela du reste avec de nombreux médecins, qu'il n'y a pas lieu de mettre en balance la vie problématique d'un fœtus avec celle de sa mère, que tout engage à conserver. Au médecin de

(3) Traité BEKHOROTH 46 a.

(4) L'ensemble du texte en question permet de présumer qu'il ne s'agissait pas dans ce cas d'un fœtus mort, mais d'un fœtus vivant.

juger, selon les règles d'une très stricte probité, de la nécessité de l'intervention.

L'emploi de moyens anti-conceptionnels est également toléré par la religion musulmane dans quelques cas très exceptionnels; si par exemple, à la suite de maladie une grossesse est susceptible d'avoir des conséquences fatales pour la mère. La limitation des naissances pour des motifs vains d'égoïsme et de volupté est sévèrement prohibée.

AVORTEMENT

Crime du point de vue social

Plus d'un demi millions d'innocents meurent en France chaque année avant même d'avoir vu le jour. Le nombre des avortements, ces dernières années par exemple, est au moins égal à celui des naissances. Il le dépasse certainement, car nous ne connaissons pas son chiffre exact; nombre de femmes en effet, échappent à tout contrôle médical, d'où la difficulté d'établir dans ce domaine des statistiques rigoureuses. Le péril que fait courir à la France ce crime social dépasse, et de beaucoup, celui des guerres les plus meurtrières; et Dieu sait pourtant combien les bombes actuelles, et autres engins modernes, s'entendent à détruire les vies humaines.

L'avortement est la cause principale; il est pratiquement, en dernier ressort, la seule cause de l'effondrement de notre natalité, et tôt ou tard, il conduira la Patrie à la ruine si l'on ne réussit à l'enrayer.

Prôner le droit à la femme de disposer de ses entrailles comme elle l'entend, c'est prêcher à toute une nation le suicide social.

« Et après, répond à cette objection pourtant fort pertinente le Docteur KLOTZ-FOREST, avez-vous besoin de savoir qu'après vous des hommes souffriront encore, s'ennuieront, se tourmenteront comme vous ? »

Cela rappelle étrangement une formule fort élégante

attribuée à un roi de France et qui depuis a fait fortune : « Après nous le déluge ». On connaît malheureusement la suite : une révolution, inévitable sans doute ; mais peut-être eût-elle été possible sans effusion de sang si les grands ne s'étaient totalement désintéressés de la chose publique. A vouloir à tout prix son propre bien-être, on risque fort de laisser un lourd héritage d'ennuis aux générations futures.

Les natalistes ne veulent pas la souffrance des générations à venir, mais ils prétendent à juste titre que demain, pour éviter la guerre, résorber le chômage, améliorer le niveau de vie de tous les individus, épargner aux vieux ces mortels et coûteux asiles et donner à l'Etat une richesse dont bénéficieront tous les citoyens, il faut des éléments jeunes, il faut de nombreux enfants. Le devoir de l'Etat est donc de protéger les tout petits, même et surtout *in utero* où l'enfant sans défense ne doit pas être à la merci de la sonde meurtrière de la « faiseuse d'anges ».

Notre défaite de 1940 a été attribuée à notre faible natalité dont la principale cause est l'avortement. C'est vrai, mais il faut cesser de se lamenter sur le passé, et faire face à l'avenir en tenant compte, pour le mieux de nos intérêts, de toutes les leçons d'hier.

« Avoir des enfants pour les voir tuer à vingt ans... à la prochaine guerre... Non merci ! » Ce sophisme, qui de nous ne l'a pas entendu ? Ceux qui le soutiennent mentent sciemment ; ils n'ont pas le courage de pratiquer sérieusement leur examen de conscience. La vérité est bien simple : le ménage « à la page » ne veut pas d'enfants, parce que cela dérange tant soit peu ce cher petit bien-être étriqué, vil idéal d'égoïstes qui n'aspirent qu'à jouir. Pour empêcher une mort problématique à vingt ans, une mort glorieuse et utile à la Nation, ces gens n'hé-

sitent pas le cas échéant à assassiner froidement un enfant avant de naître et s'en félicitent... Il n'y a pourtant pas de quoi. Ils répugnent cependant à passer pour ce qu'ils sont : de dangereux égoïstes, voire de vulgaires criminels; d'où cet essai de justifications leurs actes par des arguments qui n'en sont point.

Une augmentation de 60 % de nos effectifs, de notre industrie, disent les experts militaires, et l'ennemi ne violait pas nos frontières en 1940. C'est probablement vrai, le tout supposant chez nous une population de 70 millions d'habitants, obligée pour vivre de mettre en valeur les richesses de leur pays et celles beaucoup plus grandes d'un immense empire colonial. Tout s'enchaîne; une exploitation ne peut se faire sans le concours de l'industrie; bien plus elle nécessite le développement de l'industrie lourde qui, le besoin se faisant sentir, peut mettre au service de la défense nationale tout son potentiel. Un vieux proverbe français remarque : il est bon de montrer sa force pour n'avoir pas à en user et le psalmiste disait déjà : « La crainte du SEIGNEUR est le commencement de la sagesse; ».

Au lieu de cela hélas ! nous avons 40 millions d'habitants environ; une industrie qui périssait par la perte des marchés mondiaux et même nationaux enlevés par d'autres mieux outillés, capables de produire plus vite et à meilleur marché grâce au taux élevé de leur population.

Dans 20 ans, dans 100 peut-être la même situation peut se reproduire. Quel sera alors l'avenir de notre pays s'il en est réduit à compter uniquement sur des alliés et des fortifications ? Nous l'ignorons, mais une chose est certaine : si l'avortement cesse de tuer des milliers de Français chaque année, la France peut aborder l'avenir avec la plus grande confiance, et quel que soit son gou-

vernement, reprendre parmi les nations d'Europe l'une des premières places.

Outre la difficulté d'assurer la défense nationale, le dépeuplement produit fatalement un ralentissement de l'activité économique. Un Etat est riche lorsqu'il existe un équilibre harmonieux entre la production et la consommation. Cet équilibre est rompu si les consommateurs sont moins nombreux que les producteurs; et le commerce est dans le marâsme. Cette éventualité ne peut manquer de se produire dans une nation sans enfants et sans jeunesse. Ces derniers absorbent beaucoup plus qu'ils ne produisent; or si leur nombre diminue plus vite que celui des adultes produisant en principe plus qu'ils ne consomment, la surproduction, et ses conséquences, dont la principale est le chômage ne peut manquer d'en être la suite.

« L'expérience, d'autre part, affirme le Docteur Roy, a démontré que la restriction des naissances, loin de diminuer la concurrence l'a rendue plus âpre en diminuant le nombre des consommateurs, relativement à celui des producteurs et en permettant la concurrence féminine qui tend doublement à faire baisser les salaires, la femme travaillant à un salaire inférieur ».

Les départements à faible natalité du Sud-Ouest en ont fait la triste expérience. Des terres en friche, des villes en décadence tel est le spectacle donné par ces régions ruinées. Ces départements ne sont pas plus pauvres que d'autres, que certains départements bretons par exemple, ils peuvent donc nourrir convenablement leurs habitants. La preuve en est d'ailleurs donnée par l'immigration d'éléments étrangers, italiens et polonais entre autres, dont le train de vie n'a rien à envier à celui de ces ouvriers entassés dans ces sordides et insalubres habitations à bon marché, quand ce ne sont pas ces vulgaires

« cages à lapin » honte de certaines de nos grandes banlieues.

Ces minorités étrangères, établies sur notre sol national, créent d'ailleurs de graves problèmes. Beaucoup ne sont guère assimilables, restent fidèles à leur patrie d'origine et arrivent à réclamer pour elle des terres dénationalisées par eux. Le cas s'est produit pour la Tunisie, demain il peut se reproduire pour le Maroc ou une autre de nos belles possessions.

Impossible, faute d'hommes, d'exploiter notre territoire métropolitain ; comment dès lors empêcher l'emprise étrangère sur les richesses incalculables de notre magnifique empire. La perte de ses colonies a fait de l'Espagne une nation de second ordre, alors que la Hollande, malgré son peu d'étendue mais grâce à sa nombreuse population, a pu exploiter de riches contrées en Asie et rester une des plus riches nations d'Europe.

La dénatalité a par ailleurs de graves répercussions financières. Les ressources de l'Etat dépendent en effet de l'activité économique et du nombre des contribuables. L'industrie, l'agriculture, le commerce viennent-ils à périlcliter faute d'hommes, les contributions ne cessent de diminuer, et l'argent ne rentre plus dans les caisses.

Un des arguments les plus en faveur dans les milieux ouvriers est que la haute natalité est la cause principale du chômage et de la dure concurrence des temps modernes. Cette opinion est basée sur la théorie du fonds des salaires de Stuart MILL, résumée ainsi par LEROY-BEAULIEN : « Si l'ensemble des sommes destinées à un moment donné à la rémunération des ouvriers dans un pays déterminé n'augmente pas, tout accroissement du nombre des ouvriers doit réduire proportionnellement le gain de chacun ».

Cette théorie est fausse, « Ce fonds n'est jamais une

quantité fixe et constante, il est susceptible par un accroissement de l'activité industrielle de se renouveler plus rapidement, ce qui en fait équivalait à un accroissement » (LEROY-BEAULIEU).

Tout cela revient à dire qu'un pays ne peut vivre uniquement sur des richesses acquises: il faut renouveler ces dernières, en créer de nouvelles grâce aux techniques modernes; pour ce, une jeunesse et des adultes nombreux, hardis, entreprenants et courageux, sont indispensables. Ces éléments viennent-ils à être la minorité, ce qui est fatalement le cas dans une nation de vieux: l'Etat s'appauvrit et les résultats sont catastrophiques.

Le chômage n'est pas non plus un fait de la surpopulation; s'il en était ainsi, les Etats-Unis, dont la densité de population est de 16 habitants au kilomètre carré ne connaîtraient pas ce terrible fléau social. Or en 1939 les Etats-Unis comptent 10 millions de chômeurs, beaucoup plus proportionnellement qu'au Japon, par exemple, qui cependant compte 168 habitants au kilomètre carré.

Monsieur BOVERAT (in : la « Dénatalité mortelle ») soutient au contraire « que la diminution rapide du nombre des naissances et une réduction exagérée de la fécondité des jeunes ménages sont toujours une puissante cause de chômage ». Il expose son point de vue de la façon suivante :

1°) Les jeunes femmes qui n'ont pas d'enfants ou qui n'en ont qu'un seul vont presque toutes travailler dans les usines ou les bureaux où elles font concurrence aux hommes; alors que si elles avaient trois enfants ou plus elles resteraient chez elle pour s'en occuper. L'envahissement de toutes les professions par les femmes mariées est une des plus grandes causes de chômage. Or nous avons en France neuf millions de femmes mariées,

que va-t-il arriver si la moitié seulement d'entre elles se mettent à travailler hors de leur foyer ?

2°) La diminution des naissances réduit pendant 15 ans le nombre des enfants, c'est-à-dire des consommateurs avant de réduire le nombre des producteurs ; une dénatalité persistante augmente la proportion de producteurs dans la population totale.

3°) Tandis que les chefs de familles nombreuses ou moyennes continuent de dépenser en temps de crise la totalité ou presque de ce qu'ils gagnent parce qu'ils ne peuvent faire autrement ; les sans-enfants, ou les parents d'enfants uniques dont les dépensent portent en partie sur du superflu restreignent leurs achats dès qu'une crise apparaît, dans l'espoir d'acheter moins cher dans la suite ; ce sont eux qui font la grève des acheteurs, prolongeant et aggravant les crises et par suite le chômage ».

L'application des lois sociales, assurances sociales, allocations familiales, le paiement des pensions et des retraites, retraites des vieux en particulier, repose sur le principe de la mutualité.

Du jour où la Nation entière ou presque est partie prenante, l'écroulement est vite inévitable, les richesses acquises d'un pays n'étant pas inépuisables.

Monsieur BOVERAT, dans une petite brochure de propagande destinée à mettre en évidence la pesante charge que constituent les vieillards pour la population active d'un pays à faible natalité représente 10 adultes supportant un plateau sur lequel sont des vieillards. La légende suivante illustre le dessin : « Pour 10 hommes de 20 à 60 ans, combien de vieillards de 60 ans ou plus ? En 1860 : 4, en 1943 : 6, en 1970 : 8 ». Evidemment, c'est une lourde charge pour 10 hommes l'entretien de 6 vieux, c'est une charge impossible, car ces 10 hommes doivent

faire face par ailleurs à de dures nécessités, non moins impérieuses. (

Les conséquences morales de la dénatalité, personne de bonne foi ne songe à les nier; elles ne sont pas moins graves que les autres. Les ménages sans enfants, trop souvent ne pensent qu'à jouir de l'existence, et leur préoccupation essentielle est d'éviter les charges gênantes. Leur devise est celle de ces Romains efféminés qui menèrent l'Empire à la ruine : « panem et circences » et si les jeux du cirque ne sont plus de mise, le cinéma, le bal, le théâtre, les ont remplacés fort avantageusement. Ces distractions sont salutaires dans le cadre de la famille, mais leur abus ne peut avoir que des conséquences désastreuses.

La femme sans enfants, a pour unique souci sa toilette et ses sorties; elle utilise le salaire de son mari pour satisfaire ses vains caprices, et comme il lui faut toujours plus d'argent, elle en vient à travailler de son côté pour s'en procurer. Le travail des femmes est une des grandes causes d'immoralité et de prostitution. Tout s'enchaîne, la prostitution appelle les maladies vénériennes et celles-ci, la vérole surtout, s'entendent à causer pour la race de forts sérieux ravages. Les ménages à fils unique ne valent guère mieux; les parents ici n'ont qu'un but : amasser pour cet enfant qu'ils gâtent trop et dont l'éducation laisse bien souvent à désirer. Combien de fils uniques mal préparés à affronter les difficultés de la vie (ils n'ont pas eu de frères et de sœurs pour leur former le caractère) s'empressent, à leur majorité, de dilapider la fortune familiale et finissent dans la peau d'aigris et de ratés.

Quant aux célibataires pour combien le plaisir n'est-il pas l'unique but de la vie ? Ils se soucient peu de l'avenir du pays et pour cause, tous leurs efforts tentent donc à se procurer « ces vains plaisirs » dont parle

MUSSET : « Le jeu, l'amour, le vin et la musique » chers au bon LA FONTAINE.

Les familles nombreuses sont au contraire dans la majorité des cas saines physiquement et moralement. Le père et la mère, par la force des choses, sont travailleurs et économes et leur exemple ne peut être que bienfaisant pour les enfants qui en grandissant se rendent compte de leurs sacrifices, de leur mérite, les admirent et se donnent pour idéal de les imiter.

L'avortement, en dernier lieu est parfois aussi un crime contre la femme, par les risques qu'il comporte. Les dangers des manipulations abortives sont considérables; quant aux médicaments réputés comme tels ils n'agissent sur le fœtus qu'à une dose toxique pour la mère elle-même et bien souvent la mort de la femme survient avant l'effet recherché. Des milliers de femmes jeunes meurent chaque année victimes d'une sonde ou d'une laminaire, quand ce n'est pas d'une tringle à rideau ou d'aiguilles à tricoter. D'autres s'empoisonnent : à l'ergot de seigle, à la rue, à la sabine ou aux sels de plombs ou de phosphore, par exemple.

L'avortement, heureusement ne tue pas toujours, mais ses suites rapprochées ou lointaines sont souvent désastreuses en faisant d'adultes vigoureuses, des infirmes pour le reste de leur vie. L'ablation des ovaires entraîne la stérilité définitive et en outre des troubles endocriniens suppléés bien incomplètement par des injections hormonales. La salpingite, les métrites, la stérilité secondaire sont des complications tardives bien ennuyeuses et non inoffensives, des troubles nerveux, des désordres mentaux, des névroses ont pour origine, dans quelques cas, l'arrêt brusque d'une grossesse.

Les auteurs russes d'autre part ont observé une proportion anormale de grossesses extra-utérines à la suite

d'avortements thérapeutiques; c'est-à-dire leur nocivité même pratiqué dans les meilleures conditions d'aseptie et par des mains expertes.

CONCLUSION

La correctionnalisation n'a pas donné les résultats qu'on attendait d'elle; le nombre des avortements n'a cessé de croître en France au cours de ces dernières années; il aurait même atteint d'après certaines statistiques, le million en 1942 et 1943. Ce chiffre est peut-être exagéré, les plus optimistes le ramènent aux environs de 500.000, mais leur évaluation est certainement trop basse; ici comme ailleurs sans doute, la vérité est dans un juste milieu. Trente à quarante mille femmes chaque année sont en outre victimes de manœuvres abortives et en 1943, sur 385 femmes autopsiées à l'Institut médico-légal de Paris, 116 l'étaient pour avortement criminel, c'est-à-dire une sur trois (Docteur DEROBERT). Le péril mortel qui fait courir à la France ce grave fléau social n'est donc plus à démontrer.

Reconnaître dès lors que l'avortement n'est pas légalement un crime, mais un délit, est bien dangereux du point de vue moral, philosophique et social, et puisque la preuve de la carence de la correctionnalisation est faite, et bien faite, il importe de tirer des conclusions logiques; la Société de Médecine légale de France, à la suite d'une communication du Docteur DEROBERT le 10 juillet 1944, a donc proposé le vœu suivant :

« La Société de médecine légale de France, considérant que l'avortement provoqué met en péril la France et

que sa répression est actuellement inexistante émet le vœu :

— que les pouvoirs publics responsables de la vie et de l'avenir de notre pays reprennent en considération les moyens propres à faire diminuer la fréquence des avortements provoqués, sans négliger ceux destinés à faire augmenter la natalité.

Dans ce but :

La Société de médecine légale rappelle que *l'avortement provoqué n'est pas normalement un délit, mais un crime* accompli avec préméditation, celui qui le procure ou le pratique étant un criminel et non un délinquant.

.....
que la répression de l'avortement provoqué soit à nouveau confiée à la juridiction de la Cour d'Assises, puisque l'action néfaste et trop bienveillante d'un jury mal informé et faible n'est plus à craindre, par suite du principe de l'échevinage, la correctionnalisation ayant fait preuve de carence manifeste ».

Certaines dispositions légales anciennes sont à reviser, supprimer ou modifier; de nouvelles mesures s'imposent, c'est le travail de magistrats avertis, secondés pour des questions techniques, des mises au point de détail, par des médecins, sages-femmes et policiers compétents.

Une prophylaxie intelligente est par ailleurs nécessaire; car si réprimer est bien, prendre des précautions pour ne pas l'avoir à faire, est mieux. Le relèvement de la moralité doit être tenté en premier lieu, à l'école, au lycée, à l'université; dans les cercles de jeunesse et dans la famille. MONTESQUIEU remarquait déjà : « Les mœurs font de meilleurs citoyens que les lois ».

Que l'enfant cesse d'être une charge trop lourde pour sa famille, mais qu'il soit au contraire une source de revenus et la partie ne tardera pas à être gagnée; aux

célibataires endurcis, aux ménages sans enfants ou à fils unique de payer lourdement pour ceux qui ont le courage de faire leur devoir.

L'avortement efficacement combattu sur tous les terrains, redevenu un crime et non un délit doit disparaître : il y va de l'avenir de la France.

Puissent nos poètes chanter demain, comme RONSARD à la fin de la guerre de cent ans :

« La France semble un saule verdissant
Plus on le coupe et plus il est naissant
et rejette en branches davantage
Prenant vigueur de son propre dommage ».

Vu, le Doyen :

BAUDOUIN

Vu, le Président de Thèse :

DUVOIR

Vu et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris :

G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBERTIN (Fernand). — En péril de mort. Paris Spes 1929.
- BALTHAZARD (V.). — Médecine légale. Baillière et Fils. Paris 1943.
- BARTHELEMY. — De la répression de l'avortement (rapport).
- BATHELEMY, MARECHAL et GODDE. — Paris 1912.
- BERTILLON. — La dépopulation de la France. Alcan. Paris 1911.
- BOVERAT (Fernand). — La dénatalité mortelle.
- Le massacre des innocents.
 - Comment enrayer la dépopulation de la France.
 - Le premier devoir : faire vivre la France. (A l'Alliance nationale contre la dépopulation).
 - La résurrection par la natalité. Paris. Hachette.
- BRUPBACHER. — Wannist eine arztliche abtreibung rechtawidreg. Bopf. Zurich 1924.
- CLEMENT. — Le droit de l'enfant à naître. Beyaert. Bruges 1931.
- COLLIGNON (Charles). — Progression ascendante du nombre des avortements et ses causes. Paris. (*Thèse méd.* 1910).
- DARRICARRERE. — Le droit à l'avortement (roman). A. Michel. Paris 1908.
- DELESTRE. — L'avortement clinique thérapeutique. Baillière. Paris 1909.
- DEROBERT. — L'erreur d'une politique purement répressive de l'avortement : la prodigieuse fréquence de celui-ci. (*Communication à la Société de Médecine légale de France*, 10 juillet 1944).

DICIONNAIRE DE THEOLOGIE CATHOLIQUE. — En particulier article animation et avortement.

DUBRISAY et JEANNIN. — Accouchement. J. Lamarre. Paris 1936.

DUCLERGET (P.-L.). — Contribution à l'étude de l'avortement criminel provoqué. Nancy. (*Thèse méd.*, 1922).

GANCE. — Le code de droit canonique.

HAREL. — Contribution à l'étude de l'avortement. Etude statistique et thérapeutique. Paris. (*Thèse méd.*, 1938).

HARTEMAN. — Malaise de l'avortement thérapeutique. Nancy. (*Thèse médicale.*)

ISAKSOHN. — Etudes comparatives des différentes législations anti abortives et des résultats obtenus par elles. Paris. (*Thèse méd.*, 1938).

KLOTZ-FOREST. — De l'avortement : est-ce un crime ? Waltener. Paris 1902.

LEFEBVRE-DIDON. — L'avortement tue l'enfant, tue la femme, tue la France. (*Alliance nationale contre la dépopulation.*)

LEPAGE (G.). — La lutte contre l'avortement criminel. Paris. Tancrède 1917.

LEROY-ALLAIS. — Avortement et néo-malthusianisme. Paris. Maloine 1909.

MAZEL. — La loi du 27 mars 1923 et la répression de l'avortement criminel.

MONDOR. — Les avortements mortels. Paris. Masson 1936.

MONPIN. — L'avortement provoqué dans l'antiquité. Paris. (*Thèse méd.*, 1917).

MORIEZ (Du). — L'avortement... Les conséquences au point de vue de la dépopulation de la France.

PFEIFFER. — Essai d'une prophylaxie de l'avortement. Paris. (*Thèse méd.*, 1908).

S. S. PIE XI. — Encyclique « *Casti Connubii* » édité chez Spes

RODALLEC. — La lutte contre l'avortement criminel en France. Lyon. (*Thèse méd.*)

- ROUBAKINE. — L'avortement, problème social et sa solution dans l'Union des Républiques Soviétiques. (*Annales de médecine légale*, 1929, 9, 153-158).
- ROY. — L'avortement fléau national. Paris. Jouve, 1944.
- SALMON. — L'avortement criminel et sa répression. Paris. (*Thèse méd.*, 1920).
- SAVELLI. — Position actuelle de la législation à l'égard de l'avortement provoqué. Marseille. (*Thèse méd.*, 1939).
- STORER. — Criminal abortion.
- ARDILLAUX. — A propos de la répression des avortements criminels.
- BESANÇON (J.). — Les jours de l'homme. Paris. Vigot 1944.
- BOGDAN. — La définition et la législation actuelle de l'avortement. (*Annales de médecine légale*, Paris 1929 9 (169-171).
- CASENEUVE. — Où en sommes-nous des mesures légales pour réprimer les avortements criminels ?
- PORTES. — Leçon inaugurale sur l'avortement thérapeutique. 17 mars 1942.
-

IMPRIMERIE R. FOULON

29, Rue Deparcieux, 29

P A R I S
